

**la situation française**

APRES L'EMEUTE DE JANVIER :  
LE SENS D'UNE CRISE

*Claude LEFORT*

TRANSFORMATIONS DE STRUCTURE  
ET REPERCUSSIONS SOCIALES

*A. DUPARC*

LES SALAIRES DEVANT LE REGIME

*H. SIMON*

VERS UNE ECONOMIE CONCERTEE ?

*A. D.*

---

**1**

---

*INFORMATIONS ET LIAISONS OUVRIÈRES*

## I L O

*Sous le couvert de la phraséologie révolutionnaire, la mystification suit son cours. Souvent consciente quand elle accompagne et justifie la politique des grandes organisations, occupées à aménager de nouvelles relations d'exploitation et de pouvoir. Inconsciente quand elle dissimule aux yeux des individus et des groupes l'échec de leurs anciennes croyances.*

*Pendant les mythes s'appauvrissent. C'est au rabais qu'on vend ses bonnes solutions, tant l'acheteur se fait rare..*

*Peut-être est-il temps de découvrir qu'il n'y a pas de bonne solution à enseigner et que les idées ne sont pas à vendre comme des marchandises.*

*Peut-être est-il temps de rendre ses droits à l'observation et à l'interrogation, sans craindre les accusations de faiblesse ou d'abandon.*

*Interroger, cela suppose ne rien ménager des idées que nous avons cru acquises, à commencer par celles de Marx, conscients de tout ce que nous devons à sa pensée mais résolus à bouleverser les traditions aussi librement qu'il sut le faire.*

*Observer, c'est avoir pour objet de préoccupation constante la transformation des rapports de production, des rapports de classe et des rapports de pouvoir qui caractérisent la société moderne, notamment la société française, et leur incidence sur la lutte sociale.*

*I L O n'est lié à aucun parti ni à aucun syndicat. Les informations que nous rassemblons et les questions que nous formulons tirent de cette indépendance leur efficacité.*

## APRES L'EMEUTE DE JANVIER : LE SENS D'UNE CRISE

*Claude LEFORT*

13 Mai 1958, 24 Janvier 1960 : entre ces deux dates s'est joué le premier acte de la Cinquième République. Le rideau relevé, quelques modifications de décor nous rappellent l'évènement qui a clos la première époque : Lagailarde et Serigny grimacent derrière des barreaux de prison : quelques officiers supérieurs rejoignent une garnison de province : un nouveau chef de la sûreté est installé à la place du colonel Godard : les bureaux des services psychologiques de l'Armée déménagent : Soustelle a abandonné la livrée ministérielle . . . Cependant la scène reste la même et quelques protagonistes s'empressent de nous avertir que leur rôle n'est pas interrompu : Biaggi est sorti de la Santé aux cris d'Algérie française : les suppôts de Martel et d'Ortiz proclament par de nombreux tracts leur résolution de ne pas manquer le but à la prochaine occasion ; des officiers "patriotes" écrivent à d'autres officiers "patriotes" qu'un putsch sera nécessaire pour mettre à la raison les bradeurs : et de Gaulle, la vedette, est reparti pour la province et pour le bled algérien, où il a su dire ici aux civils et là aux militaires que la paix approchait et que la guerre ne finirait pas. L'intrigue existe-t-elle seulement ? La farce ne suffit-elle pas à elle seule ?

La farce, c'est en effet que Debré qui comploté dans l'appartement de Biaggi pour installer de Gaulle au pouvoir et conserver l'Algérie française mette un moment en prison son ancien comparse pour avoir comploté contre de Gaulle au nom de l'Algérie française ; c'est que le même Debré donne sa démission à de Gaulle, en pleine insurrection, et qu'il soit chargé par lui d'aller expliquer à Alger les vertus de l'autodétermination ; c'est que l'Etat major se voit confier la mission de rétablir l'ordre dans la rue et l'unité dans l'armée, alors que ses chefs n'ont cessé de se proclamer publiquement en faveur de l'intégration, et que sans leur complicité - voire pour certains une participation active à l'insurrection - l'ordre n'eût jamais été troublé ni l'unité menacée ; c'est (un exemple parmi dix autres) que Sapin-Lignières soit officiellement nommé, pendant l'émeute, commandant en Chef des Unités territoriales, alors qu'il siège derrière les barricades, au P. C. d'Ortiz. Au milieu d'une telle mascarade, le nombre des "victimes" de l'épuration n'émeut pas : il eût fallu que le régime soit renversé pour qu'il n'y en ait aucune. Mais entre ceux qui restent à Alger et ceux qui en partent, entre les épurés et les prétendus épurateurs, les complicités paraissent si bien tissées qu'on imagine mal qu'il y ait quelque part une ligne de partage et un enjeu sérieux.

Rappelons-nous plutôt ce qu'on veut nous faire oublier. Le colonel Godard, aujourd'hui déplacé, était encore le samedi 30 janvier le délégué de l'Etat major auprès des insurgés, chargé de négocier avec eux un compromis. Le 28 janvier, les officiers du service psychologique de l'armée sillonnaient la Casbah dans leurs voitures perroquet et diffusaient au nom du général Gracieux un appel demandant aux musulmans de rejoindre les manifestants autour des barricades. Des membres de l'Etat major de Massu se tenaient durant toute l'émeute aux côtés d'Ortiz, au balcon de son PC. La nuit même du dimanche 24 au lundi 25, les barricades s'élevaient sans que personne ne fit rien pour s'y opposer et des camionnettes venaient déverser leur charge d'armes et d'explosifs sous les yeux des parachutistes complaisants. Le général Gracieux qui avait reçu le commandement en chef d'Alger, des mains de Challe, affirmait alors que l'assaut du réduit lui coûterait sept ou huit cents hommes, mais laissait le lendemain Lagailarde se promener librement dans la ville, le chapelet de grenades autour du cou, précédé d'un garde du corps, mitrailleuse au poing. Les U. T. s'emparaient paisiblement des mairies. Les conseillers municipaux et les députés locaux assuraient publiquement les émeutiers de leur solidarité et décidaient de se faire leurs propagandistes. Et, pour couronner le tout, le représentant direct de l'Etat, Delouvrier, suppliait les insurgés de faire un signe de conciliation qui permit à tout le monde d'aller s'embrasser devant le monument aux morts.

Lagailarde, Ortiz, Godard, Gracieux, Challe, Delouvrier, Debré, de Gaulle, sans doute ces personnages ne jouaient-ils pas le même rôle. Peut-être chacun était-il le traître de l'autre. Mais comment croire que ce jeu eût un véritable contenu historique ?

L'histoire se fait pourtant sous l'apparence de la comédie. Se laisser fasciner par la farce, c'est oublier qu'elle exprime, d'une certaine manière, la réalité des groupes sociaux en conflit les uns avec les autres et eux-mêmes travaillés par des conflits, dont l'évolution n'est pas rigoureusement déterminée, mais tient à des événements, imprévisibles points de rencontre d'intrigues qui courent sur plusieurs registres à la fois.

Rarement - et sans doute, comme l'avait pressenti Marx, dans les seules situations extrêmes où l'antagonisme de la classe dominante et de la classe exploitée réduit un moment toutes les différences, accule les hommes à la nécessité d'une action collective, et met leur volonté individuelle à la hauteur de leur passion de classe, - rarement voit-on l'histoire se développer selon une logique qui annule la portée des accidents, et son sens apparaître immédiatement dans la conduite des protagonistes. Dans la révolution hongroise, comme dans toutes les révolutions sociales passées, le hasard n'est certes pas aboli. Tous les événements portent sa marque : les troupes prussiennes sont à quelques kilomètres de la Commune de Paris, la guerre impérialiste est à la fois l'occasion qui rend possible la révolution russe et la circonstance qui la contraint à s'isoler, en Hongrie la révolution succombe sous l'intervention des blindés soviétiques et l'expédition de Suez n'est pas pour rien dans la résolution prise d'écraser Budapest. Mais le hasard même est plein de sens. Ce qui paraît accidentel rejoint le plus profond : car ce qui est en cause et ce qui se présente sous les traits d'une alternative radicale c'est la nature même du

rapport social ; ce qui fait l'enjeu de la lutte dans le présent c'est ce qui détermine la vie sociale jour après jour.

Il en va tout autrement dans les périodes si agitées soient-elles où l'histoire est désertée par la classe exploitée. Les événements les plus importants s'improvisent ; un concours de circonstances fortuites crée des *situations*, riches de conséquences, mais dont l'enchaînement s'effectue comme une suite de gags. On voit de Gaulle rappeler Massu à propos d'une interview intempestive alors que ce général qui jouit de la faveur des ultras exerce un rôle modérateur à la tête du secteur le plus gangréné de l'Armée. On voit Pinay quitter le gouvernement en un moment décisif, sur une question de politique étrangère, et cristalliser les espoirs de la droite, alors qu'il est en son sein le partisan le plus convaincu d'une solution pacifique en Algérie. Une série de complots dont les auteurs les plus actifs sont d'anciens pétainistes porte de Gaulle au pouvoir, mais celui qui répond aux aspirations des éléments les plus rétrogrades de la société est l'homme autour duquel se rassemblent les technocrates et les représentants du capitalisme le plus dynamique ; l'homme épris du mythe de la modernité est en même temps le général hanté par le souvenir de Jeanne d'Arc, qui veut son armée propre, sa bombe et méprise les contingences de l'économie. La comédie culmine sans doute au niveau du caractère du maître que la société s'est donné, personnage aux multiples rôles, contraint de changer de costume et de maquillage en fonction des interlocuteurs auxquels il doit plaire. Mais cette comédie est de situation avant d'être de caractère et c'est la réalité qu'elle exprime avec profondeur. Pour comprendre, il faut résister à la tentation, soit de ne voir sur la scène que l'évolution désordonnée de personnages qui seraient tous d'accord ; soit de substituer aux intrigues manifestes une prétendue histoire vraie - qu'un marxisme primaire réduirait à celle du capitalisme moderne - dont les hommes seraient les instruments inconscients. Tentations jumelles qui laissent échapper ce qui fait la singularité de la situation : qu'elle se développe dans la conjonction de plusieurs histoires, portées par des groupes sociaux concrets, dont chacune tend à évoluer selon une logique propre et qui par leur imbroglio risquent d'engendrer une crise sociale généralisée.

Dire que l'histoire globale se fait par la conjonction des histoires des divers groupes sociaux, cela ne signifie pas que dans la réalité, les revendications et les aspirations de ces groupes ne puissent être interprétées les unes en fonction des autres et, les unes et les autres, en fonction d'un passé commun qu'on ne saurait décrire au plus profond qu'en mettant en évidence la structure de l'économie française. Les paysans, les commerçants, les petits industriels, le grand patronat, la bureaucratie d'Etat, l'Armée, les colons d'Algérie, tous ces groupes (que nous ne désignons comme des personnes singulières qu'en raison d'une simplification commode) cherchent à résoudre des problèmes spécifiques qui leur ont été posés par l'évolution bien particulière du capitalisme. Evolution au cours de laquelle l'essor de l'industrie et le mouvement de prolétarianisation qui l'accompagnait - caractéristique des grands pays occidentaux depuis les dernières décades du XIXe siècle - s'est accompagné en France d'un double phénomène : d'une part, la conservation et l'expansion des modes de production et de distribution traditionnels, d'autre part, l'exportation de

capitiaux et de populations dans les colonies où le pillage des matières premières et l'exploitation d'une main d'oeuvre à bon marché a permis de réaliser des bénéfices considérables, dont une importante partie s'est trouvée dérobée au circuit de la production. Dans ce passé se lit le rôle que se sont taillés paysans et petits commerçants, colons et militaires. Il n'en n'est pas moins vrai que lorsque ce processus se heurte, comme c'est le cas à notre époque, à des obstacles tels que l'ancien équilibre se rompt (sous la pression de multiples facteurs dont les plus apparents sont le mouvement d'émancipation des peuples colonisés, les transformations du capitalisme à l'échelle mondiale qui font de la nationalisation des structures de l'économie nationale une question de vie et de mort pour les capitalistes français, la dernière guerre mondiale dont les effets destructeurs n'ont pu être compensés que par des efforts d'investissements et de modernisation brisant avec l'ancienne routine), les groupes dont le destin paraissait inscrit une fois pour toutes dans l'organisme social découvrent que leur avenir dépend de leur lutte, se créent des institutions propres, cherchent à nouer des alliances et rêvent de solutions aux termes desquelles leur statut serait définitivement préservé et consacré. Dans cette agitation qui s'empare alors de tous les éléments, décidés à rétablir leur position menacée ou à en conquérir une nouvelle, chacun doit composer avec les exigences d'une situation qui a déjà muri au point que certains processus en sont devenus irréversibles, en même temps qu'il continue à porter la marque indélébile du passé, c'est-à-dire se trouve déterminé par des intérêts et des idées spécifiques - intérêts et idées historiquement et entièrement soutenus par d'autres.

Le cas des français d'Algérie est, à cet égard, significatif. Ils ont vécu, jusqu'à ce que soit déclenchée l'insurrection de 1954, dans la certitude que leurs privilèges étaient fondés sur une sorte de droit naturel. En dépit des statuts très divers qu'ils occupaient au sein d'une société aussi différenciée que la société métropolitaine, le sentiment d'une commune supériorité sur les autochtones (sentiment qui exprimait, en fait, leur solidarité dans l'exploitation du pays colonisé) leur a conféré une unité exceptionnelle, qui tient à la fois de l'unité d'une classe dominante et de celle d'une nation (alimentée qu'elle est par une tradition, des moeurs et un enracinement dans un même espace géographique). Au demeurant, cette unité qui s'est acquise essentiellement en opposition aux indigènes, s'est acquise accessoirement face à la métropole. La durée de la colonisation et surtout l'importance numérique de la population européenne ont en outre donné à un tel groupement une cohésion qui n'a été atteinte nulle part ailleurs, si ce n'est en Afrique du Sud. C'est ce qui explique que ni en Indochine ni en Tunisie, ni au Maroc, la résistance à la décolonisation ne pouvait être aussi forte, ni peser d'une manière aussi déterminante sur le cours de la politique française. Depuis le début de la guerre d'Algérie toute la conjoncture a été dominée par le comportement des colons et il faut convenir que ce phénomène n'est pas seulement, ni même principalement dû - comme se plaisent à le répéter des journalistes de gauche - à la faiblesse des gouvernements métropolitains : il suffit de se rappeler les déclarations de Mendes-France et de Mitterrand sur l'Algérie française, après le déclenchement du conflit, pour penser que soumis à la pression des colons, ils ne se seraient sans doute pas comportés d'une toute autre façon que Mollet et Gaillard, s'ils

avaient conservé la responsabilité du pouvoir. La politique française a été largement déterminée par le caractère très particulier de la population d'Algérie qui a opposé, face à la diversité des réactions des groupes métropolitains, une volonté collective sans défaut. Celle-ci s'est exprimée au grand jour, par l'intervention des éléments les plus combattifs d'Alger, le 6 février 1956, le 13 mai 1958 et durant la semaine d'émeute de janvier dernier, mais comme le montre la prolifération des organisations officielles et clandestines et les manifestations continues qu'elles ont suscitées, elle a réussi à imposer un contrôle constant sur toutes les actions des gouvernements qui se sont succédés. Or, s'il est bien certain que le rôle joué par les colons ne peut en dernier ressort s'expliquer qu'en référence, comme nous venons de le dire, à des conditions historiques générales, il ne l'est pas moins qu'il constitue un facteur *relativement autonome* dans la situation présente. A parler seulement des ultras comme d'une force politique qui cherche à imposer par la violence, aux dépens d'autres forces, une certaine solution, ou comme d'agents chargés de défendre les intérêts d'une poignée de gros colons on escamote la nature sociale du mouvement : ce que pourtant et le 13 mai et les événements de janvier ont mis en évidence, -car dans un cas, c'est la participation en masse de la population algéroise aux manifestations qui a rendu possible le coup d'Etat gaulliste, et dans l'autre, c'est la grève générale - suivie par les cheminots et les postiers, les ouvriers et les employés -, c'est l'intervention des U. T., milice recrutée dans toutes les couches de la population, c'est la combativité des éléments du quartier populaire de Babel Oued qui a permis aux émeutiers de défier le gouvernement pendant huit jours.

Et pourtant il est évident que la liberté d'action des colons a des limites et que celles-ci leur sont sensibles. L'institution du collège unique, l'application aux travailleurs indigènes des lois sociales en vigueur dans la métropole ont été des "sacrifices", imposés certes par la métropole, mais finalement consentis (même si dans la vie quotidienne, l'employeur continue souvent de tourner la loi). La formule de l'intégration, une fois faite sa part à la mystification, a reflété elle-même l'exigence de s'adapter à des conditions nouvelles : et, plus nettement encore, l'acceptation par certains de l'idée du référendum sous la condition que le gouvernement s'engagerait en faveur de la francisation. C'est que la durée de la guerre, l'insécurité permanente engendrent une lassitude dans une partie de l'opinion, et que commence quelquefois à s'insinuer l'idée que le rapport colonial traditionnel est révolu. Les conditions dans lesquelles s'est développée la dernière insurrection témoignent de cette évolution. A Alger même, les manifestations ne semblent pas avoir rassemblé plus de quinze mille personnes (des observateurs sérieux disent même dix mille) : dans les autres villes, le mouvement n'a pas pris de réelle ampleur.

La situation des français d'Algérie est donc ambiguë. Leurs intérêts présents et passés les poussent à s'opposer par tous les moyens à toute révision du statu-quo, mais la guerre a déjà transformé les rapports de force. La sécurité dont ils jouissaient, tant d'un point de vue psychologique que d'un point de vue matériel s'est évanouie. Ils sont mis par les événements dans la nécessité soit de faire des concessions, grâce auxquelles leur statut acquiesce une nouvelle "légitimité", soit d'imposer à la métropole

un pouvoir qui assume entièrement leurs aspirations : dernière tendance qui alimente et ne cessera d'alimenter - en dépit des épurations - les complots contre le gouvernement en place, tant qu'elle ne se heurtera, non pas à une autorité plus ferme que les précédentes, mais à l'évidence que le F. L. N. ne peut être vaincu, et, simultanément, que leur combat n'a plus aucune chance de trouver un soutien dans d'autres secteurs de la société.

Ces conditions ne semblent pas remplies dans le présent. En ce qui concerne la seconde, il y a lieu de croire bien plutôt que les raisons d'une opposition au nouveau régime sont assez nombreuses pour entretenir la résistance des colons et lui donner une chance de triompher, au moins provisoirement.

Dans la conjonction de ces oppositions, la plus visible et, sans doute, la plus importante est celle de l'Armée et des colons. En regard de la situation de ces derniers, celle de l'Armée est assurément particulière, mais elle a ceci d'analogue qu'elle devient peu à peu le terrain d'une lutte pour le pouvoir. Cette tendance ne peut être convenablement interprétée que si, une fois encore, nous récusons l'interprétation simpliste et commode, selon laquelle une petite minorité, en l'occurrence les officiers activistes, aurait à elle seule la faculté d'entretenir un climat de rébellion, en tirant profit d'une conjoncture favorable à la thèse d'une dictature militaire. En réalité, leur véritable force vient de ce qu'elle s'inscrit dans une dynamique sociale qui a transformé à la fois la structure traditionnelle de l'armée et la fonction qu'elle exerçait dans la société globale. En bref l'armée française participe d'une processus qui, pour s'être déroulé dans d'autres pays selon une direction inverse, n'en a pas moins une même signification : la fusion des tâches politiques et militaires. Tandis qu'en Algérie et en Indochine, une bureaucratie politique devient par la nécessité de la conquête du pouvoir le noyau d'une couche de dirigeants militaires (ce qui n'empêche pas qu'avec la fin de la guerre se réintroduise une nouvelle différenciation *relative* des tâches au sein de la couche dominante), l'armée française soumise à l'épreuve de la révolution des peuples colonisés tend à assumer le rôle d'une couche de dirigeants politiques. Les causes d'un tel processus sont claires : elles tiennent à la nature même de la guerre qui se déroule dans le pays colonisé. Cette guerre ne peut se définir en fonction de buts limités, alors même que ces buts sont énoncés comme s'ils donnaient au soulèvement son entière justification et qu'ils entraînent effectivement les masses dans la lutte. Elle est au plus profond un bouleversement complet de la société, bouleversement qui n'accompagne pas seulement la lutte armée, mais qui est visée comme tel ; qui n'est pas seulement un moyen en vue de la victoire, mais la fin dernière, dans la mesure où la victoire n'est rien d'autre que l'établissement et la consolidation d'une nouvelle structure sociale. La création d'un pouvoir politique indépendant, la mise à la porte des colonisateurs, les réformes sociales elles-mêmes ne pourraient en effet donner toute leur signification à la guerre que s'il existait dans la société colonisée des classes en expansion, auxquelles leurs intérêts prescrivent des objectifs déterminés. Mais, dans la réalité, la société colonisée est plus ou moins déstructurée par les colonisateurs. Qu'il y ait ou non une bourgeoisie autochtone, son développement est si profondément entravé qu'il n'y a pas d'adéquation naturelle des objectifs révolutionnaires à son statut présent. Dans de telles circonstances, la guerre, si elle s'allume, engendre immédiate-

ment une *reconversion* sociale, c'est-à-dire qu'elle arrache à des cadres traditionnels - dont l'évolution est déterminée par le fonctionnement du capitalisme étranger - des éléments divers, qui constituent une nouvelle hiérarchie ; et que celle-ci tend à se subordonner tous les rapports sociaux existants. Aussi différent que soit le cas de l'Algérie et celui de l'Indochine, la même tendance y est manifeste : le F. L. N., bien qu'il soit dans l'incapacité de faire passer sous son contrôle des régions entières et de les transformer, pendant la guerre elle-même (comme réussit à le faire le Viet Minh), se comporte à la fois comme une armée, un parti, une administration d'Etat, institue de nouvelles relations de subordination entre les éléments qui étaient autrefois des paysans, des ouvriers et des petits bourgeois, et, en étendant clandestinement son emprise sur une partie toujours croissante de la population, commence à remodeler en fonction de ses fins propres les anciens rapports sociaux.

Engagée dans une guerre d'une telle nature, l'Armée voit ses tâches se transformer. Elle ne peut combattre efficacement qu'en disputant au FLN le contrôle de la population, qu'en tentant de restructurer les activités sociales autour de son pouvoir, qu'en jouant tous les rôles que la situation impose - de la terreur à l'éducation des enfants dans les écoles en passant par la propagande politique. Mais, ce faisant, elle expérimente la capacité qu'elle a, en général, de *diriger* de fournir le cadre unique de la répression et de l'administration. Expérience d'autant plus avancée que le processus algérien vient prolonger le processus indochinois, au cours duquel l'armée s'est déjà transformée dans sa nature, dans son comportement et dans sa mentalité. Or à ne vouloir retenir que certains caractères secondaires de la situation, tels que le sentiment de frustration de militaires obsédés par la défaite de Dien Bien Fu et leur séjour dans les camps du Viet Minh, ou l'adhésion naïve aux techniques de la guerre subversive, on oublie l'essentiel : la dynamique sociale de l'Armée ; les nouveaux rapports de dépendance qui se sont progressivement établis en son sein, et la nouvelle position qu'elle a acquise en face du pouvoir d'Etat. Se contenter de remarquer, en effet, que l'identification croissante de l'armée française à ses adversaires est rendue *imaginaire* du fait que lui est nécessairement interdite l'insertion réelle dans la population qu'assure à ceux-ci la révolution, c'est se borner à une vérité partielle qui souligne, dans la situation présente, l'impossibilité d'une victoire sur le F. L. N., mais qui ne préjuge en rien de l'évolution de l'armée et de ses répercussions possibles sur la société en France. Comment méconnaître pourtant le sens de cette évolution ? L'armée de métier n'est plus ce qu'elle était entre les deux guerres : une caste, elle-même rigoureusement hiérarchisée, soumise à des chefs pour une large part issus de l'aristocratie, prisonnière d'une mentalité traditionaliste, attachée à des règles dont le formalisme attestait un décalage considérable par rapport à la vie des autres organisations sociales, pourvue enfin de techniques désuètes de combat. L'armée s'est ouverte, à partir de 1944, à des éléments divers ; sa hiérarchie a été bouleversée par la promotion aux postes de commandement de jeunes chefs sélectionnés sur le terrain ; les années de combat en Indochine et en Algérie ont institué des liens de solidarité qui ne suivent pas les articulations de la structure officielle ; la nature même des combats contre la guérilla a engendré une décentralisation de fait dont ont tiré une autonomie supplémentaire des officiers de rang

inférieur, tandis que s'établissaient entre eux et leurs hommes de nouveaux rapports de dépendance qui impliquaient la coopération, voire la complicité dans la vie quotidienne. Et, parallèlement, l'apprentissage de méthodes de combat, qui confèrent au moins dans certaines unités, une initiative considérable à l'individu en tant que tel, a achevé de créer un type d'homme, dont l'existence est entièrement vouée à la violence disponible en permanence, à la recherche de circonstances qui lui permettent de s'exprimer. Ces traits sont connus et déjà popularisés par les meilleurs reportages sur la guerre d'Algérie : certes ils ne caractérisent pas l'ensemble des militaires professionnels, mais ils sont déjà assez généralisés pour qu'on puisse juger qu'ils donnent une nouvelle figure à l'Armée. A les observer, on appréciera la légèreté de ceux qui ne veulent voir dans les complots militaires que les échos attardés du boulangisme, ou les signes d'une sud-américanisation de la France. Il s'agit de toute autre chose. Si l'armée fait peser une sérieuse menace sur le régime, ce n'est pas en tant que force purement *réactionnaire* mais en raison même de son évolution, d'une certaine démocratisation qui change le statut du soldat de métier, d'une adaptation à une fonction d'encadrement des masses qu'une crise sociale grave peut rendre nécessaire : ce n'est pas parce qu'elle est le lieu de prédilection de ca-goulards du type du général Chérière, mais parce qu'elle suscite une légion de commissaires politiques, dont l'action, aujourd'hui limitée à l'Algérie, tend à se prolonger et à s'épanouir dans le cadre de la métropole.

Dans cette perspective, les contradictions de l'armée n'en sont pas moins sensibles : car dire qu'elle porte en elle une dynamique sociale n'implique pas que celle-ci doive se développer jusque dans ses conséquences extrêmes. D'une part, le rôle croissant pris par l'Armée est lié au combat qu'elle mène pour défendre les intérêts des colons : entre les ultras et les officiers activistes d'Alger, il y a souvent une véritable osmose : plus profondément, les avantages matériels dont jouissent les officiers en Algérie ont pour effet de leur faire partager le statut privilégié des français et épouser leurs aspirations : mais une nette discordance s'introduit du fait que ceux qui ont la tâche de combattre et d'administrer sont beaucoup plus sensibles à l'exigence de réformes qui attachent les musulmans au régime français. En bref, le concept d'intégration a, à leurs yeux, un contenu réel, encore qu'il soit indéterminé : aux yeux des colons toute concession dans un sens démocratique signifie une détérioration de leurs positions. L'armée est donc tiraillée par des besoins divers, puisant sa force dans le soutien de la population française d'Algérie, acquérant grâce à elle une autonomie croissante vis à vis du pouvoir d'Etat, mais ne pouvant donner à sa domination un avenir durable qu'en transformant la situation économique dans laquelle se trouvent les musulmans. Attitudes plus ou moins suggérées selon les activités que mènent les militaires, combattant dans les djebels, ou planqués dans des bureaux à Alger, et qui, au demeurant n'excluent ni l'une ni l'autre l'activisme politique. D'autre part, les puissants motifs d'hostilité au gaullisme ne sont seuls déterminants. De Gaulle apparaît sans doute comme celui qui a repris le rôle autrefois tenu par les hommes des partis politiques portés au pouvoir par le parlement : il tend à limiter les prérogatives des militaires et y parvient mieux qu'autrefois : il impose avec la formule de l'autodétermination un programme que l'armée ne peut faire sien (comment mènerait-elle une guerre sans merci à seule fin de permettre à

la population musulmane de choisir librement son destin ?). Mais de Gaulle incarne néanmoins un exécutif fort, qui doit son existence à l'action de l'Armée en mai 1958 et qui, aussi bien face à l'opinion métropolitaine que face à l'opinion internationale, en dépit de l'expression idéologique qu'il se donne, assure la poursuite de la guerre. Dans de telles conditions, les hésitations, les oscillations des chefs militaires, à la fois complices à des degrés divers dès qu'il s'agit de faire pression sur le gouvernement pour en enrayer tout progrès vers la paix, mais divisés aussitôt qu'il s'agirait de se lier entièrement à la politique ultra et de s'emparer du pouvoir en France, sont un signe des contradictions profondes de l'armée, non seulement de sa situation particulière en regard des organisations et des classes dans la métropole, mais de sa propre incertitude sur la fonction nouvelle qu'elle exerce et l'avenir qui lui est réservé : variante d'un franquisme ou d'un "national-socialisme" sous l'égide de la bureaucratie gaulliste.

**Pour peu qu'on considère enfin l'évolution de la situation dans la métropole depuis l'avènement de de Gaulle on ne percevra pas moins, sous l'apparence du redressement économique et politique, la permanence des conflits antérieurs et au sein de chaque groupe de nouvelles discordances d'intérêts qui créent pour le régime un imbroglio où il risque de se désagréger.**

Il est vrai, et ceci indique le chemin parcouru, qu'après la panique provoquée par le 13 Mai et le renforcement du pouvoir d'Etat, des mesures on pu être imposées qui ont jugulé la crise financière et rétabli l'équilibre de la balance des paiements extérieurs. Les catégories les plus éprouvées de la population ont supporté la réduction de leur pouvoir d'achat. La récession a pu être enravée, tandis que, dans certains secteurs, l'expansion retrouvait un rythme accéléré. Favorisé par le nouveau climat politique et la perspective d'une concurrence accrue dans le cadre du marché commun, le mouvement de concentration des entreprises s'est accusé. Une modernisation du circuit de distribution s'est ébauchée. L'affaiblissement des partis politiques traditionnels et des groupes de pression a créé les conditions d'une rationalisation dans toutes les branches de la vie économique aux dépens des intérêts autrefois intouchables des couches les plus arriérées. Ainsi s'est esquissée une tendance qui devrait normalement conduire la France à trouver un nouveau type d'équilibre voisin de celui des pays d'Occident les plus avancés : tendance qu'accompagne une alliance de fait, toujours plus sensible, des hauts bureaucrates de l'administration publique et des entreprises nationalisées, avec les technocrates de l'industrie privée et le patronat le plus dynamique, et à laquelle cherchent déjà à se rattacher les dirigeants les plus clairvoyants des syndicats.

Cependant une telle évolution, aussitôt amorcée (il n'y a guère que quinze mois que les mesures Rueff-Pinay commençaient d'être appliquées), a engendré par un choc en retour de nouveaux foyers de conflit, dont chacun, pris isolément pourrait être tenu pour épisodique, mais dont l'ensemble en s'ajoutant à la crise algérienne peut dévorer le régime naissant de la 5ème république.

On lira plus loin les informations que s'est efforcé de rassembler

l'un de nos camarades sur les transformations qui affectent l'agriculture et le petit commerce. A elles seules elles ne suffiraient pas à faire apprécier le degré de résistance qu'opposent au courant de modernisation les secteurs les plus menacés. Toutefois elles suggèrent déjà l'ampleur du bouleversement en cours : certains éléments s'adaptent pour subsister en prenant l'initiative de mettre des ressources en commun, de s'affranchir de la tutelle d'intermédiaires parasites, de rationaliser leurs méthodes de production ou de distribution ; tandis que d'autres les plus nombreux, en particulier dans les régions les plus défavorisées, prennent conscience que le recours à la violence leur permettra seul de rétablir les avantages dont ils jouissaient sous le régime précédent. Que l'une ou l'autre exigence prédomine - celle de faire les "sacrifices nécessaires" ou celle de s'accrocher par tous les moyens au statut passé - une fois encore dépend du jeu d'ensemble des rapports de force, de la possibilité pour cette dynamique sociale de trouver une insertion dans un complexe d'oppositions à la politique gouvernementale. S'il s'avère que la résistance paysanne est sans espoir, que, garanti par ses succès dans l'ordre économique et politique (notamment en ce qui concerne la crise algérienne), le régime est à l'abri des revendications particulières, la combativité des plus résolus s'éteindra : l'idée d'une évolution inéluctable s'imposera peu à peu. Si au contraire l'autorité de l'Etat est de plus en plus contestée par les militaires et par les colons, si l'enrôlement des jeunes dans l'armée d'Algérie apparaît comme devant être indéfiniment prolongé, les difficultés seront ressenties comme le signe de l'incompétence et de la faiblesse des dirigeants et l'on verra alors cette situation paradoxale : une masse de petites gens aveuglés par leurs intérêts immédiats au point de soutenir l'action des partisans de la guerre d'Algérie que le pouvoir aura été incapable de mettre à la raison.

Encore ne parlons-nous que des couches menacées par le développement économique, comme s'il était facile de faire le partage entre les forces rétrogrades et les forces "progressistes", dans le cadre du capitalisme français. Or, tant dans le commerce que dans l'agriculture, les intérêts s'entremêlent souvent de telle manière que les réformes de structure sont dangereuses pour tous. Comme on le sait, la multiplicité des petites entreprises, travaillant avec des coûts élevés, permettait aux grandes firmes, dans de nombreux secteurs, de maintenir leurs prix à des niveaux artificiellement élevés et de se réserver ainsi des marges de bénéfices considérables. Tant qu'une masse de producteurs et de commerçants indépendants ne sont pas éliminés du circuit, tant que la conjonction d'intérêts des plus faibles et des plus puissants n'est pas brisée, le malthusianisme cherche à défendre ses positions à tous les échelons.

Même dans la sphère de la grande industrie où les motifs d'accorder un soutien au régime sont les plus évidents, l'adhésion demeure toujours conditionnelle. Le grand patron peut facilement se trouver d'accord avec le grand bureaucrate de l'Etat quand il s'agit d'élaborer un plan qui obligera les paysans à produire à meilleur compte et le commerce à baisser ses prix : la valeur de la force de travail s'en trouve diminuée d'autant. En revanche tout projet qui tend à une subordination plus grande du capital privé au capital d'Etat, toute velleité de limiter de quelque manière le droit du patronat à gérer ses affaires comme il l'entend sont perçues comme un danger. Dès

que le gaullisme paraît annoncer une intégration croissante de la bureaucratie d'Etat, des syndicats et du grand patronat, nombreux sont ceux, au sein de ce dernier, qui dénoncent le péril de la dictature et regrettent la quiétude du régime Pinay. A ces motifs d'opposition s'ajoutent ceux que suscite la politique "nationaliste" du général. Divers secteurs de l'industrie et divers milieux d'affaires ont leurs intérêts trop imbriqués dans ceux des firmes américaines pour ne pas s'inquiéter de toute mesure qui risque de distendre les relations de la France et des Etats Unis. En bref, de Gaulle est un bien *relatif* ; il est surtout un moindre mal, en ce sens qu'il garantit momentanément la paix sociale et permet d'éviter l'aventure d'une dictature militaire ou même d'une guerre civile. Encore faut-il pour qu'il mérite le soutien des grands patrons, qu'il exerce effectivement cette fonction, que son pouvoir ne soit pas battu en brèche en Algérie ou dans la métropole : on pourrait alors douter qu'ils voient d'un bon oeil une nouvelle grève de soutien analogue à celle du 29 janvier.

La conduite des partis politiques depuis un an a d'ailleurs fort bien reflété le trouble des différentes classes sociales. On aurait pu croire les partis traditionnels vidés de toute substance et privés de toute fonction au lendemain du 13 mai : la réapparition de de Gaulle sur la scène historique montrait qu'ils étaient devenus incapables d'exprimer et de canaliser les aspirations des divers groupes et donc d'assurer la fonction indispensable d'intégration et de régulation qui leur est dévolue dans la démocratie bourgeoise. Pourtant les partis ont fait mieux que de se maintenir en vie à l'abri du nouveau pouvoir, ils lui ont créé des difficultés croissantes et ont reconquis une part de leur autorité. La droite classique qui a toujours recruté sa clientèle dans la paysannerie et les classes moyennes et a toujours cherché à préserver les intérêts malthusiens d'une partie du patronat s'est peu à peu détaché d'un régime qu'elle avait un moment contribué à établir. La mise en échec des projets de réforme fiscale, l'offensive réussie contre l'école libre, le départ de Pinay du gouvernement, les attaques de l'organe de Duchet contre la personne du Général, dénoncé comme un dictateur, ont marqué autant d'étapes dans la rupture avec le gaullisme. Cependant l'UNR, née de rien et rassemblée dans le mythe de la fidélité à de Gaulle, s'effritait et découvrait en son propre sein des adversaires de plus en plus nombreux à la politique gouvernementale (à propos du conflit algérien, du problème paysan, des relations avec les Etats Unis). C'est qu'après avoir répondu à l'origine à des espoirs, le plus souvent analogues à ceux qui avaient fait la fortune du Poujadisme, le nouveau parti portait toute la contradiction du régime. Réduits à cautionner les décisions de l'Exécutif quelles qu'elles fussent, une partie des députés UNR découvraient avec stupeur la distance qui séparait les aspirations de la petite bourgeoisie française du programme capitaliste de la bureaucratie chalandonienne : ils n'avaient d'autre recours que de saboter discrètement tout projet de réforme qui aurait pour effet de ruiner leur crédit auprès de leur clientèle électorale. Pour leur part, la SFIO et le parti communiste (ce qu'il faut bien appeler la gauche dans le cadre de l'électorat français) se sont trouvés, à leur corps défendant, de plus en plus acculés à l'opposition - si timide fut-elle. Ils ne pouvaient échapper à la lutte politique que la majorité de droite leur imposait, notamment sur le problème de l'école, ni ignorer tout à fait, sous peine chacun de faire le jeu de l'autre, le mécontentement des salariés.

Il est vrai que l'émeute d'Alger n'a pas provoqué une cristallisation des oppositions politiques mais tout au contraire a permis à de Gaulle de trouver un large soutien : les indépendants se sont divisés, tandis que de l'UNR au PC, une sorte de front commun se constituait, face à la menace d'un coup d'Etat ultra. Encore faudrait-il savoir si, en regard des antagonismes sociaux et politiques qui se développaient, l'émeute d'Alger n'était pas simplement prématurée : si un conflit analogue, dans l'avenir, ne serait pas susceptible de rencontrer un tout autre écho.

En bref, l'essentiel est, à nos yeux, que les difficultés qui ont provoqué l'avènement de de Gaulle n'ont pas été résolues : ou, pour le mieux dire, que tous les pas faits en avant dans le sens de leur solution (il y a bien, nous l'avons dit une évolution très sensible, dans l'ordre économique, politique et social) engendrent des réactions qui multiplient les dangers d'une crise généralisée. Il faut reconnaître en effet que la signification du gaullisme n'est pas univoque. D'une part il est l'effet d'une certaine nécessité inscrite dans le devenir de la société : sa fonction est de restaurer le pouvoir d'Etat, de lui restituer un espace de décision qu'avait envahi et ruiné partis politiques et groupes de pression, d'adapter la structure sociale aux nécessités de l'expansion et de la modernisation de l'économie, et d'assurer, par la paix le passage des anciennes colonies à un nouveau statut. D'autre part, il répond aux aspirations de couches sociales déterminées qui attendent de l'Etat une défense de leurs intérêts particuliers aujourd'hui menacés. C'est, dira-t-on, la part de la réalité et la part de la fiction. Mais, dans la réalité, de Gaulle n'aurait pas pris le pouvoir si les colons d'Algérie, l'Armée, et en France même toute une série d'éléments réactionnaires ne l'y avaient pas porté. Il tend à incarner réellement, dans le même temps, les traits d'une dictature rétrograde et d'une dictature progressiste (dans le cadre de la société capitaliste) sans jamais assumer entièrement l'un des deux rôles. Cette position exceptionnelle donne à sa personne une autorité exceptionnelle : comme en témoigne sa popularité. Il joue des antagonismes divers en cherchant à annuler les résistances l'une par l'autre. Mais à l'envers de ce pouvoir on perçoit la faiblesse d'un personnage qui n'est soutenu par aucune force sociale organisée et qui est contraint de donner le change à son public aux multiples facettes : qui promet la paix au bon peuple, la guerre aux militaires, la grandeur française au petit bourgeois, la planification aux technocrates, la rationalisation de l'agriculture aux industriels, et la défense de la légalité républicaine à la gauche : bavardage incessant et constamment équivoque, mais symbolique, car la comédie personnelle exprime très profondément l'imbroglio social. Comment croire qu'il suffise d'exprimer les contradictions pour les dénouer ? A la différence du régime précédent, et parce qu'il est issu de sa crise, le régime gaulliste est lié à une politique de mouvement : s'il piétine, chaque dynamique sociale s'en trouve relancée et le pouvoir est à la merci d'un événement, de plus grande dimension que les précédents, qui cristallise les oppositions. Or aujourd'hui comme hier la pierre de touche de cette politique reste l'affaire algérienne : de Gaulle dont chacun attend une solution ne réussit qu'à effectuer une danse sur place, qui, si elle durait, n'envoûterait bientôt plus personne. Bien qu'il soit toujours dangereux de prévoir l'avenir en termes d'alternative, on se risquera à dire que si la paix n'est pas faite dans un délai relativement court (et il n'y a qu'une négociation qui puisse la rétablir), le régime ne résistera pas.

## TRANSFORMATIONS DE STRUCTURE ET REPERCUSSIONS SOCIALES

A. DUPARC

Il y a un peu plus d'un an le capitalisme français tentait, grâce à un ensemble de mesures pour la première fois systématiques d'apporter une réponse cohérente à ce qui était devenu une crise chronique. Le programme gaulliste a-t-il été efficace ; comment a-t-il été accueilli par ceux qui devaient en faire les frais ? Un certain nombre d'éléments permettent aujourd'hui de faire le point.

La dévaluation a donné un coup de fouet aux exportations au moment même où celles-ci bénéficiaient de circonstances favorables : engouement des Américains pour les voitures européennes, achats américains massifs d'acier en Europe en prévision de la grève de la sidérurgie, reprise quasi-générale de l'expansion dans le monde après la récession ou la pause des années 1957-58. Grâce à cette conjonction de facteurs favorables, les exportations ont progressé d'environ 10 % en volume et de près de 30 % en valeur.

La consommation intérieure s'est stabilisée à son niveau de 1958. Comme les stocks détenus par les entreprises étaient importants, les importations de matières de base ont fléchi, s'établissant à 10 % environ (en volume) au-dessous de leur niveau de l'année précédente.

Après le fléchissement du second semestre 1958 et du premier trimestre 1959, l'activité industrielle a quelque peu repris au second semestre 1959. La crise que certains avaient envisagée n'a pas eu lieu. On a observé des récessions locales, ou des crises de secteurs, mais pas de crise généralisée. Le chômage a assez fortement augmenté, surtout au premier trimestre, mais est resté dans des limites considérées comme très normales par les autorités et les industriels. Au plus profond de la vague, on comptait en effet moins de 50.000 chômeurs secourus et moins de 250.000 chômeurs effectifs. Le Fonds de retraite complémentaire, inauguré au début de l'année pour faciliter l'ingestion de la pillule, n'a déboursé que 3 milliards environ alors qu'il en recevait environ 32. La durée hebdomadaire moyenne du travail, telle qu'elle est mesurée à la fin de chaque trimestre par des sondages systématiques du Ministère du Travail à partir d'un échantillon d'entreprises de plus de 10 salariés, a baissé d'environ une

heure au premier trimestre 1959 par rapport à son niveau de l'année précédente, mais elle n'est jamais descendue au-dessous de 44 heures. Enfin, le chômage partiel - mesuré par le nombre de salariés travaillant moins de 40 heures-, ne s'est pas trop aggravé, par suite de la reprise, au second trimestre 1959, du secteur textile où l'on pratique depuis quelques années la semaine de travail la plus courte.

Les prix ont augmenté sous l'effet des conséquences mécaniques des mesures prises : renchérissement des produits importés, suppression des subventions, augmentations d'impôts indirects. Mais ils n'ont pas "dérapé", les salaires n'ayant que faiblement augmenté (4 à 5 %). L'augmentation moyenne des prix de détail, telle qu'elle est mesurée par les indices officiels, s'est établie autour de 6 %, ce qui reste inférieur au plafond de 7-8 % que s'étaient fixé les experts quand ils ont calculé le taux de la dévaluation (15 %).

Rueff et son équipe s'étaient assigné pour objectifs d'assainir la situation financière, de rétablir l'équilibre de la balance commerciale et de stabiliser le franc. Ces objectifs ont été atteints. Le capitalisme français aidé par des circonstances favorables, n'a pas raté sa rentrée sur le marché international. Le marché noir du franc a disparu, les capitaux étrangers ont retrouvé les fructueux chemins de la Bourse de Paris et Pinay, regardant s'accroître avec une jubilation de nouveau riche le matelas de devises de la France, a encore accentué la libération des échanges au 1. 1. 1960, engageant ainsi de plus en plus le pays dans la concurrence internationale.

Ainsi, pour le Gouvernement comme pour le capitalisme français, les résultats sont assez brillants. Ils le sont moins si l'on considère ceux qu'en ont fait les frais. Mais cela était admis au départ (certes, par ouvertement) par les promoteurs de la nouvelle politique. Deux grands secteurs étaient alors menacés :

- le secteur "arriéré", (une fraction du paysanat, les petites entreprises industrielles et commerciales),
- les salariés et les fonctionnaires.

Ce sont effectivement ceux-là qui ont fait les frais de l'opération comme nous allons le voir, en même temps que nous montrerons comment ont évolué les structures.

## L'AGRICULTURE

Il est difficile de parler de l'agriculture française en bloc, car elle n'est pas homogène. Une fraction importante a pu et su se moderniser et mérite d'être qualifiée d'agriculture capitaliste. C'est le cas de la grande culture du blé en Beauce et dans bien d'autres régions, de la culture maraîchère aux environs de Paris et dans la région de Cavailon, de la culture de la vigne dans les plaines de l'Hérault ou de la culture des artichaux en

Bretagne. En revanche, une autre fraction est demeurée figée jusqu'ici dans des structures arriérées. C'est le cas de beaucoup de petites exploitations familiales, notamment du Centre et du Sud-Ouest, lesquelles continuent à prolonger la polyculture extensive sur une base familiale et dans des parcelles de faibles dimensions et souvent dispersées autour du village.

Ces deux fractions d'agriculteurs ont facilement trouvé un modus vivendi : car les prix pratiqués pour les grands produits tels que le blé, la betterave, le vin, etc. s'établissent en fonction du rendement des exploitations les moins bien placées, laissant ainsi un super-bénéfice aux exploitations les plus avancées. Le grand capitalisme agricole y trouve son compte et dans les organes syndicaux patronaux, il se fait volontiers le défenseur de la petite paysannerie.

Par contre, le grand capitalisme industriel et financier s'en accorde moins bien car la cherté des denrées agricoles a pour conséquence des salaires industriels élevés (30 % à 40 % des dépenses des salariés sont consacrées à l'achat de nourriture) et donc des prix industriels plus élevés que dans les pays à forte productivité agricole (U. S. A.) ou pouvant s'approvisionner sur le marché mondial à des prix avantageux (Grande-Bretagne). En fait, le grand patronat industriel a, à plusieurs reprises depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, exprimé ses doléances à ce propos. Mais jusqu'ici, aucun gouvernement n'avait osé s'attaquer énergiquement au problème, en raison de la masse électorale des ruraux et de la "force de frappe" des lobbies agricoles (betteraviers, par exemple), qui était pourtant sans commune mesure avec le poids économique réel que représente ce secteur dans la nation. Tant que les frontières restaient solidement verrouillées par le mur protecteur des droits de douane et des contingents, le problème n'était d'ailleurs pas absolument déterminant et l'on comprend que cette situation ait pu se prolonger.

Toutefois, avec l'entrée de la France dans le Marché Commun et la libération accélérée des échanges, les choses évoluèrent rapidement. Il devenait urgent d'agir. Le Gouvernement De Gaulle-Debré le fit effectivement, quoiqu'avec prudence. On se souvient des mesures qu'il prit au début de 1959. Il décida alors de supprimer la double indexation automatique des prix agricoles sur le SMIG et sur l'indice des prix des produits nécessaires à l'agriculture ; il supprima également la subvention de 15 % sur les tracteurs agricoles et diminua la ristourne appliquée à l'essence agricole ; enfin, il abolit la fiscalité applicable aux agriculteurs. Ces mesures ont directement pesé sur l'équilibre de l'exploitation paysanne, au moment où, par suite du fléchissement de la demande, les prix de certains produits tendaient à baisser. Selon les statistiques de l'INSEE, qui paraissent assez honnêtes, entre Avril 1958 et Avril 1959, les prix des produits d'origine végétale (blé, betterave industrielle, pommes de terre, vin, etc.) ont fléchi à la production d'environ 20 %, celui des volailles et des lapins de 3 %, celui des oeufs de 12 %. Les prix de la viande n'ont pratiquement pas varié. Seul le prix du lait a monté (+ 12 %) d'une année sur l'autre. Au total, l'indice général des prix des produits agricoles à la production a enregistré un recul d'environ 7 %.

Dans le même temps, les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture - prix qui font également l'objet d'un relevé de l'INSEE - ont progressé de 10 %, dessinant la branche ascendante du "ciseau" des prix dont les prix agricoles forment la branche descendante.

Dans une situation de ce genre, une seule solution s'offre aux agriculteurs : augmenter la production, diminuer les frais généraux, c'est-à-dire, augmenter la productivité. Mais comme les récoltes ne sont pas soumises à la seule volonté des producteurs, l'augmentation des quantités n'est pas toujours possible. On sait qu'en 1959, les résultats quantitatifs ont été très disparates ; bonne récolte pour les céréales, récolte moyenne pour le vin, très mauvaise pour les betteraves, médiocre - depuis la sécheresse - pour les légumes frais. Au total, suivant un bilan approximatif dressé par l'INSEE, les recettes et les dépenses de l'agriculture ont varié comme suit, d'une campagne à l'autre (en milliards de francs légers)

	(1) campagne 1957-58	campagne 1958-59
Recettes	3 070	3 130
Dépenses (2)	985	1 040
	<hr/>	<hr/>
	2 085	2 090

(1) de juin à juin de l'année suivante

(2) achats de tracteurs, d'engrais, de semences etc.

Ce bilan montre que les sommes qui sont restées entre les mains de l'ensemble des agriculteurs, une fois leurs dépenses d'exploitation déduites, ont été du même ordre pour la campagne 1958-59 que pour la campagne précédente. Mais comme dans le même temps, les prix au détail des produits de consommation ont, dans leur ensemble, augmenté d'un peu plus de 5 %, avec cet argent, ils n'ont pu acheter que moins de produits (5 % en moins). Autrement dit, le pouvoir d'achat des agriculteurs a fléchi d'environ 5 %.

A cette évolution, plusieurs conséquences :

L'ensemble de l'agriculture - c'est-à-dire, aussi bien le secteur avancé que le secteur arriéré - a été touché par cette politique et l'on comprend qu'un profond mécontentement se soit développé dans les milieux ruraux devant la tournure prise par la situation économique. Beaucoup de paysans n'ont pas tardé à se rendre compte qu'ils faisaient les frais de la stabilisation de la monnaie. Leur foi en de Gaulle a rapidement vacillé, leur espérance en l'UNR s'est dissoute en peu de semaines. Par exemple, dans la Haute vallée de l'Ubaye, où nous avons eu l'occasion de parler avec des paysans, il a suffi que les cours du mouton - une des principales richesses du pays - s'effondrent, pour que lesdits paysans s'en prennent très vivement

à la politique du Gouvernement. Les résultats des élections municipales dans les campagnes montrent que cette réaction a été très générale. Le mécontentement s'est amplifié de mois en mois et il s'est traduit à l'automne par une série de manifestations paysannes de masse dont la liste n'est pas négligeable : rassemblement de plus de 30 000 paysans dans le Finistère en Octobre dernier, et plus récemment, manifestations de Quimper, Morlaix Landernau, Nevers, Angoulême, Le Mans, Tulle, Avranches, Pau, Reims, Guérêt, Montargis, Toulouse, Niort, etc. Donc, mécontentement de toute l'agriculture. Mais en fait, ce sont surtout les "petits", ceux dont l'exploitation était tout juste rentable, qui ont été les plus touchés. Autrement dit, la pression en faveur de la rationalisation et de la modernisation de l'agriculture s'est intensifiée, sans qu'il faille voir toutefois en cela un phénomène absolument nouveau.

En effet, cette pression, si elle s'est intensifiée en 1959, ne date pas d'hier et a déjà provoqué des transformations non négligeables dans le secteur agricole. Depuis des années, un mouvement s'est amorcé, en partie provoqué par des initiatives individuelles, en partie par l'intervention de l'Etat, mouvement sur lequel il n'est peut être pas inutile d'insister un peu, car il est mal connu.

Dans la catégorie des initiatives "autonomes" on peut citer naturellement les syndicats, les coopératives ainsi que certaines associations de producteurs qui ont pour but l'achat et l'exploitation en commun de gros matériel agricole (CUMA). Dans la seconde catégorie, la création de "secteurs encouragés", de "zones témoins", et surtout de "CETA". Dans les "secteurs encouragés", l'aide technique et financière apportée par l'Etat s'exerce sur une petite région naturelle dans laquelle les producteurs volontaires se groupent au sein d'associations chargées de gérer et d'orienter ladite aide. Les "zones témoins" sont des zones choisies pour y concentrer les efforts de modernisation (intensification de l'emploi des engrais, développement de l'insémination artificielle, etc.). Elles sont ensuite appelées à servir d'exemple pour toute la région avoisinante.

Enfin, les CETA - Centres d'Etudes Techniques Agricoles - sont des organismes au sein desquels des agriculteurs volontaires ont la possibilité de prendre contact entre eux et avec des experts, sur les problèmes agricoles qui les concernent. L'expérience montre que dans certains cas, cette coopération, née au niveau de l'étude se prolonge entre les intéressés sur le plan de l'exploitation (achat en commun d'engrais, etc.).

Il est difficile de dire si la récession de 1959 a entraîné une accélération sensible du mouvement de modernisation paysanne. Ce qui est clair en tout cas, c'est que cette période difficile a fait prendre aux paysans une conscience plus claire des problèmes qui sont les leurs. Ils se rendent de mieux en mieux compte du retard qu'accuse leur niveau de vie par rapport à celui des citadins. Ils ressentent également beaucoup mieux la menace que le Marché Commun et l'ouverture des frontières font peser sur eux. Enfin, un grand nombre d'entre eux se rendent compte qu'une simple défense de leurs médiocres privilèges - tel le privilège des bouilleurs de cru - n'est pas à la mesure des problèmes qu'ils ont à résoudre. De plus en plus,

notamment dans les manifestations de masse dont nous venons de parler, on les voit réclamer des réformes positives, en particulier l'organisation rationnelle des marchés, le raccourcissement des circuits commerciaux, la stabilisation des prix et la sécurité des débouchés, l'extension du crédit agricole et la diminution du loyer de l'argent, le développement d'un enseignement agricole pratique et réellement adapté aux conditions locales, une simplification des formalités administratives, etc.

## LES PETITES ENTREPRISES

L'artisanat, les petites entreprises industrielles, le commerce de détail individuel ont également été affectés par l'évolution récente, cela en raison moins de mesures spécifiques, comme c'est le cas de l'agriculture, que par suite de la dynamique propre du capitalisme dont l'effet se fait particulièrement sentir en période de récession et de libération des échanges. Il n'est sans doute pas nécessaire de revenir là sur ce mécanisme et il suffira d'observer que l'évolution dans le secteur commercial en fournit une illustration particulièrement claire.

Dans son numéro de décembre, la revue CONSOMMATION préparée par le Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation (CREDOC) remarque :

"Le glissement des achats qui se produit depuis un certain temps en faveur des Grands Magasins, au détriment des petits commerces de détail, s'est accentué très fortement cette année dans le secteur de l'habillement. Les Grands Magasins semblent avoir drainé vers eux, une partie de la clientèle, non seulement des petits détaillants mais encore des magasins à succursales, spécialisés dans la vente des articles de confection et qui, jusqu'à présent, avaient résisté à leur concurrence. L'évolution du chiffre d'affaires de ces trois catégories de commerce fait apparaître une distorsion très accusée. Le chiffre d'affaires des rayons "textiles Habillement" des Grands Magasins s'est accru d'au moins 15 % ; celui des succursalistes n'a guère augmenté que de 5 % ; celui des magasins indépendants a fléchi dans de fortes proportions, tout au moins dans certains secteurs".

On pourrait, à peu de différence près, dire la même chose pour l'alimentation et, en fait, c'est tout le commerce de détail qui est en cause.

On sait qu'en France, le commerce de détail se caractérise par la multiplicité des petites boutiques. Cet état de fait est, dans une certaine mesure, le reflet de la dispersion de la population dans des centres ruraux ne comptant que quelques centaines d'habitants. Mais c'est aussi, en particulier dans les villes, le résultat de la résistance tenace que les boutiquiers ont jusqu'ici su offrir aux tentatives de concentration et de modernisation de l'appareil de distribution. Depuis une vingtaine d'années, en effet, se poursuit entre le petit commerce familial (comptant au maximum 2 ou 3 employés) et le commerce dit intégré (magasins à succursales mul-

tiples, magasins à prix uniques, magasins populaires), une lutte qui n'a pas entraîné de modifications spectaculaires à court terme mais qui a néanmoins permis à certaines grandes entreprises capitalistes de distribution (Le Printemps et sa chaîne de Prisunics, les Galeries Lafayette et sa chaîne d'Uniprix, le groupe Viniprix, les groupes de Docks Lyonnais, le groupe du Cercle Bleu etc.) de s'assurer de solides positions dans le commerce de détail. Depuis les années 1950, la pression du commerce intégré s'est accentuée et les petites entreprises familiales établies à proximité des Grands Magasins et des chaînes de distribution ont connu des difficultés et ont dû se défendre tant bien que mal en modifiant leur formule (plus grande spécialisation, organisation de livraisons à domicile, etc.). L'avantage fondamental du commerce intégré est de faire converger vers le groupe financier dont il dépend, à la fois les bénéfices du détaillant et celui des divers intermédiaires qui traditionnellement s'insèrent entre le producteur et le distributeur, notamment le grossiste. En effet, les chaînes de magasins du commerce intégré disposent de centrales d'achats qui s'approvisionnent directement auprès des producteurs, souvent en très grosses quantités et suivant des programmes fermes, ce qui leur permet d'acheter à des prix avantageux. Mais, d'autre part, les entreprises à succursales multiples ou les magasins dits à prix uniques, présentent les défauts propres aux grandes entreprises (bureaucratisme et fonctionnarisme de la gestion, hyper-développement de la comptabilité, difficultés pour frauder le fisc, etc.) et ces tares réduisent l'avantage fondamental mentionné plus haut. D'autre part, pour des raisons complexes, liées en partie à la situation politique (force sociale de la "boutique", crainte du poujadisme), et en partie à la mentalité prudente du capitalisme français, le commerce intégré n'a pas vraiment entamé la lutte à mort contre le commerce traditionnel puisqu'il a évité, jusqu'ici de déclencher la guerre des prix.

Un modus vivendi s'était ainsi instauré, assurant une sorte de coexistence pacifique entre les deux grandes catégories de commerce. Le commerce intégré n'étendait son domaine que progressivement, laissant vivre les petites exploitations commerciales. Ces dernières "faisant les prix", les Grands Magasins s'alignaient simplement sur ces prix ou ne pratiquaient que des différences peu importantes, ce qui leur laissait une marge de bénéfices particulièrement élevée. En fait, les résultats financiers des Grands Magasins (Galeries Lafayette, Printemps, B. H. V.) de ces dernières années ont été très satisfaisants même dans les périodes de difficultés économiques comme celle que nous venons de traverser.

## LE COMMERCE EN FRANCE

- 533 000 entreprises indépendantes de détail
- 80 000 entreprises à succursales
- 11 000 magasins coopératifs (800 sociales)
- 1 000 entreprises à commerce multiple

Il n'en reste pas moins que l'exploitation familiale ne parvient souvent à survivre qu'en réduisant ses marges, en fraudant le fisc, en allongeant ses heures d'ouverture, en "personnalisant" le service (livraisons à domicile). C'est une situation inconfortable, rendue plus inconfortable encore par la menace permanente que fait peser sur l'avenir le commerce intégré. Ceci explique les réactions des intéressés depuis quelques années. La vague poujadiste de 1956 dont l'essor a été provoqué par la décision gouvernementale de réduire la fraude fiscale a été le principal réflexe de défense manifesté par les "petits commerçants" devant une situation de plus en plus dégradée. Les réactions positives ont été longtemps moins spectaculaires et moins connues. On peut citer l'exemple de l'organisation CODEC, fondée entre les deux guerres pour permettre la "survie des commerçants indépendants" et qui consiste en une association volontaire de détaillants au sein d'un organisme qui agit en tant que centrale d'achats (et qui, à ce titre, sélectionne les fournisseurs, passe des contrats de fidélité avec ces derniers et concentre les achats), qui prend en charge la modernisation des installations et des équipements des magasins des affiliés, qui octroie des crédits, etc. (1). La formule Leclerc est également une réponse positive que le promoteur a longuement muri dans l'intimité de la province avant de lui donner, au cours de l'année écoulée, la publicité que l'on sait. Leclerc, pour rendre l'exploitation familiale "compétitive" s'efforce de prendre ce qu'il y a de bon dans le commerce intégré (approvisionnement direct au producteur) tout en évitant les inconvénients liés aux grandes entreprises, notamment les frais généraux élevés. Il se spécialise dans les produits de grande consommation, de débit facile, de conservation aisée (épicerie sèche) de façon à accélérer la "rotation des stocks", à réduire les manutentions et les pertes. Enfin, il complète cette chasse aux "faux frais" en se contentant de locaux sommairement aménagés. Cet ensemble de recettes de bon sens lui permet de pratiquer des prix nettement plus avantageux que le commerce traditionnel (10 à 20 % de moins suivant les articles) et donc de s'assurer une clientèle suffisante.

La formule Leclerc diffère donc fondamentalement de la formule

---

(1) La CODEC groupait en 1959, 600 sociétés, avec un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs légers. Parmi les groupements du même type on peut citer V. E. G. E., S. P. A. R., LUGA, U. N. A., etc.

CODEC dont on a parlé plus haut. En effet, cette dernière est une intégration voilée laissant subsister des unités relativement indépendantes. Elle n'implique pas de conflit ouvert, ni avec le commerce traditionnel, ni avec les grandes entreprises capitalistes. Leclerc, au contraire, en "cassant les prix", perturbe beaucoup plus profondément - au moins à court terme - l'équilibre antérieur. Les petits commerçants de quartier situés dans la zone d'achalandage d'un "centre distributeur Leclerc" sont les premiers affectés et voient une partie de leur clientèle leur échapper. Leclerc a beau leur dire, "ce n'est pas après vous que j'en ai, ma formule permet au contraire de vous défendre contre le commerce intégré, faites comme moi", ils se trouvent coincés car ils ne peuvent pas, dans l'ensemble, se transformer en "magasins Leclerc". ce qui aurait pour résultat de ruiner la formule car à partir du moment où tous les petits commerçants d'un quartier donné pratiqueraient des prix Leclerc, les acheteurs n'auraient plus d'intérêt à aller dans un centre distributeur Leclerc et l'on reviendrait à peu près à la situation antérieure, avec seulement une diminution de l'importance des grossistes.

Le commerce intégré est également affecté car il se trouve contraint, ce qui n'avait pas été le cas jusque là, à abaisser ses prix. On a vu que ses marges le lui permettent sans qu'il soit pour autant ruiné. Néanmoins, il considère cet état de choses comme désagréable, même si à long terme, la pression s'exerce dans le sens du commerce intégré. On comprend, dans ces conditions, qu'il ait cherché à éliminer Leclerc, considéré comme dangereux, non pas tellement sur le plan local que par l'extension que l'ancien séminariste entend donner à sa formule (1).

Nos lecteurs se souviennent sans doute (les journaux de "gauche" en ont parlé à l'époque) que la lutte Leclerc-commerce capitaliste a pris un tour assez vif à Grenoble où une société ayant de gros moyens, la Saveco (2), filiale de la "Maison du Savon" (48 magasins en France), a essayé de couler le centre distributeur Leclerc en encerclant ce dernier de magasins plus luxueux pratiquant les mêmes prix et recourant à une large publicité. Berthier, propriétaire de la "Maison du Savon" et - semble-t-il - un homme de confiance du commerce intégré, n'a toutefois pas réussi dans sa tentative, Leclerc ayant bénéficié de la fidélité d'une partie de la clientèle populaire et de la sympathie des syndicats ouvriers. Par ailleurs, le secteur intégré a trouvé qu'il pouvait lui-même glaner quelque chose dans les idées de Leclerc. C'est ainsi que les Docks Lyonnais, qui disposent dans la région de Lyon d'une importante chaîne de magasins classiques, ont adjoint à cette chaîne, des succursales spécialisées à marge commerciale réduite, désignées sous le nom de "gros" qui ressemblaient comme des frères aux centres de distribution Leclerc.

---

(1) En fait, l'émulation a fait naître de nombreuses initiatives novatrices : ainsi, divers commerçants (Carnut à Caen, Chaplain à Paris) vendent aux prix de gros les fruits et les légumes et récupèrent leurs frais généraux par l'intermédiaire d'un droit fixe assez faible pris sur le client.

(2) Contraction de la formule "SAVoIr ECONomiser"

Les grossistes, enfin, sont eux aussi préoccupés par le développement du mouvement qui vise à les éliminer. Pour eux, la "réponse" est de se transformer en centrales d'achat pour le compte d'entreprises indépendantes constituées en chaînes volontaires. C'est bien ce qu'un certain nombre d'entre eux ont fait et le résultat, comme dans le cas de la formule CODEC, est une plus rapide intégration comportant une moins grande indépendance pour le petit commerçant familial adhérent.

Naturellement, le vaste mouvement ne date pas d'aujourd'hui. Il s'inscrit dans un processus capitaliste à peu près inéluctable mais qui, en France, a été longtemps freiné et qui n'a pris une soudaine ampleur qu'au cours de ces derniers mois. Tout porte à croire qu'il va encore s'amplifier car les initiatives, maintenant que le statu quo est rompu, vont se multiplier. On sait qu'une firme américaine a l'intention de s'associer avec une société française pour créer des Supermarchés sur le modèle américain. On sait également que le Gouvernement cherche à raccourcir la distribution de la viande et encourage la formule "abattage industriel + vente en caissettes" qui a fait une timide apparition sur le marché parisien. Au fond, comme l'a remarqué récemment l'hebdomadaire "Entreprise", dans ce vaste mouvement, Leclerc n'est qu'un "épiphénomène" assez secondaire au regard des tendances profondes qui "travaillent" le commerce. Leclerc a bénéficié d'une publicité gratuite, d'autant que son expérience venait tout à fait à point pour fournir une sorte d'alibi à la politique de blocage des salaires poursuivie au cours de ces derniers mois par le Gouvernement. Mais, par ailleurs, en raison de la place que la presse lui a consacrée, le processus de concentration jusqu'ici insidieux s'est trouvé en quelque sorte dramatisé et les intéressés en ont peut-être pris plus nettement conscience. On doit noter à ce propos, que les réactions n'ont pas été uniformément négatives comme ce fut le cas en d'autres temps. Certes, les bouchers et les mandataires en viande ont réagi comme à l'accoutumée et ont tout mis en oeuvre pour torpiller le développement de l'abattage industriel. Mais en dehors de ce secteur, tout spécialement "protégé", de nombreux petits commerçants ont pris conscience du caractère inéluctable d'un mouvement qui va actuellement s'accélération. Ceci explique sans doute que Pujade n'ait pu exploiter la situation comme il l'avait fait 3 ans plus tôt. Beaucoup de ces commerçants semblent avoir senti clairement que les chances du poujadisme étaient faibles, surtout dans le régime "fort" actuel et qu'il n'offrait aucune perspective. En fait, aux dernières élections consulaires, le poujadisme a perdu la plupart des sièges qu'il avait occupé aux précédentes élections (un peu par surprise, il est vrai) dans les chambres de commerce.

En résumé, l'année 1959 semble avoir marqué un tournant dans l'histoire du commerce de détail, de l'habillement et de l'alimentation. Alors que jusqu'ici le processus de concentration et de rationalisation s'effectuait en douceur, il prend soudain une allure plus franche et plus rapide. Le capital financier voit enfin s'ouvrir à lui un important secteur de la vie économique qui restait jusqu'ici relativement en marge du grand capital moderne.

## LES SALAIRES ET LES FONCTIONNAIRES

Suivant les Comptes Economiques de la Nation, établis par les Services Economiques du Ministère des Finances et qui ne paraissent pas truqués, la masse des salaires versés par les entreprises a augmenté nominale-ment de 5,9 % en 1959 par rapport à 1958, et les traitements versés aux fonctionnaires ont augmenté en moyenne d'un peu plus de 4 %. Mais comme, dans le même temps, les prix ont augmenté en moyenne de 5,5 % et la population active d'environ 0,7 % la situation du salarié ou du fonctionnaire moyen a diminué pour la seconde année consécutive. Le dernier rapport Pellenc, Rapporteur de la Commission des Finances du Sénat, note à ce propos : "Ces résultats médiocres (sic) succédant brutalement à ceux qui avaient été enregistrés précédemment, expliquent dans une certaine mesure l'impatience qui commence à se manifester dans les classes laborieuses".

Encore cette situation "médiocre" n'est-elle qu'une moyenne qui cache des misères individuelles beaucoup plus accentuées. En effet, sous le double effet de la récession et de la rationalisation des entreprises, ont eu lieu des réductions d'activité, des réorganisations d'entreprises s'accompagnant de réductions d'horaires, de déclassements, de licenciements.

## LES SALAIRES DEVANT LE REGIME

H. SIMON

Les transformations de structure du capitalisme français n'ont pas épargné les travailleurs. L'avènement du régime gaulliste a coïncidé avec l'accélération de ces transformations à travers la mise en place du Marché Commun et la "petite crise" qui s'est développée au long de l'année 1959. L'attitude des travailleurs face aux événements politiques, aux modifications de leur condition et aux mots d'ordre syndicaux permet de prendre la mesure de l'hétérogénéité profonde des éléments de la classe ouvrière qui est la conséquence de cette évolution, la mesure, aussi bien, de l'inadaptation des organisations traditionnelles au mouvement ouvrier.

Après des années "d'immobilisme", le capitalisme français, poussé par la concurrence mondiale, s'aligne progressivement sur les structures des capitalismes avancés, allemand, anglais, ou américain. A l'échelle des entreprises, ce sont les concentrations (du genre Fives-Lille, Cail-Penhoët), nombreuses en 58 et 59, les transferts d'activité (reconversion des chantiers navals de la Loire-Atlantique par exemple), l'introduction de méthodes modernes (par exemple dans les banques et les assurances), la décentralisation. Certaines de ces opérations s'opèrent "à chaud", avec des conséquences brutales pour les ouvriers, comme à Fives-Lille, d'autres s'effectuent "à froid" et passent relativement inaperçues. Pourtant elles s'accompagnent toutes de modifications profondes des rapports de travail et du comportement des salariés : la rationalisation et la dynamique d'une entreprise mordent sur une fraction technocratique des salariés et tendent à les intégrer ; à l'opposé, cette même dynamique rejette les "inadaptables", trop âgés ou non qualifiés, dans une sous-qualification ou le chômage. Dans cette perspective, la classe ouvrière tend à se polariser vers deux extrêmes : d'un côté une couche dont l'avenir est lié à celui de l'entreprise, mieux payée et qui envisage une sorte de réformisme technocratique, de l'autre une couche de prolétaires voués à l'insécurité de l'emploi et aux salaires médiocres. En face des grandes entreprises, où ce phénomène tend à prendre toute son ampleur, les petites et moyennes entreprises continuent, souvent plus ou moins intégrées aux grandes, à maintenir des conditions d'exploitation voisines de celles d'avant-guerre (c'est le cas de nombreux sous-traitants des grosses entreprises). On retrouve cette même différenciation entre les secteurs en essor (salaires plus élevés, stabilité d'emploi) et les secteurs arriérés (intensification du travail, pression sur les salaires, instabilité de l'emploi).

Cette même évolution du capitalisme français rompt l'équilibre traditionnel des régions industrielles. Certaines paraissent en plein développement comme la Lorraine, par exemple, où l'industrie emploie une main-d'oeuvre d'origine paysanne de plus en plus nombreuse, prolétariat récent, souvent encore à demi-paysan. En revanche, de vieilles régions industrielles comme le Nord, ou la Loire-Atlantique doivent faire face à un marasme économique et à un sous-emploi endémique. Dans l'ensemble on observe une absorption croissante d'une main-d'oeuvre d'origine rurale tant dans le secteur employé, que dans le secteur industriel, et, à une moindre échelle des mutations de main-d'oeuvre d'une région à une autre (ces mutations intéressant principalement les travailleurs étrangers) ; il est certain que cet afflux de nouveaux salariés et ce brassage de travailleurs ne contribuent pas, tout au moins dans l'immédiat, à réaliser au sein de la classe ouvrière une certaine unité, mais qu'ils y introduisent au contraire des éléments de division.

L'équilibre des différentes catégories de salariés s'est lui-même modifié sensiblement au cours des dernières années. C'est ainsi que les statistiques récentes donnent pour la région parisienne un pourcentage de 51 % d'employés contre 49 % d'ouvriers et, pour l'ensemble de la France, 25 % d'employés contre 75 % d'ouvriers. Ces modifications peuvent expliquer que, dans la région parisienne, les luttes les plus marquantes ces dernières années aient été menées par des employés (métro, banques). En même temps, les conditions de travail dans ce secteur se transforment par l'introduction de techniques jusqu'ici réservées à l'usine : le progrès de l'automation dans les bureaux accélère la prolétarianisation de la majorité des travailleurs tout en contribuant à la formation d'une couche technocratique limitée.

Sur ces transformations de structure, viennent se greffer des facteurs temporaires.

La crise s'est surtout manifestée à partir d'octobre 1958. Les licenciements se multipliaient, tandis que se développait une psychose de la récession, le P.C. et la CGT essayant de faire croire que le "gaullisme c'est le chômage", et le patronat profitant de cette situation pour faire pression sur les salaires et sur les conditions de travail. Cette "petite crise" a fait particulièrement ressortir les distorsions existant en France entre les différents secteurs productifs, mais elle n'a touché finalement que certaines activités déterminées alors que d'autres continuaient à prospérer. D'autre part, il est difficile de faire la part entre les licenciements dus à la rationalisation (c'est le cas de Fives-Lille) et ceux qui furent la conséquence de la récession. Si des luttes ont éclaté en fonction de situations particulières, elles demeurèrent isolées : il n'y eut pas de manifestation de solidarité des travailleurs des industries en pleine activité envers ceux des industries touchées par les réductions d'horaires ou les licenciements.

Les événements politiques contribuèrent encore au bouleversement des situations acquises et des perspectives traditionnelles. La "Vie Française" du 23 juin 1958 pouvait titrer : "la crise politique prolonge la trêve sociale". En fait, à travers les incertitudes politiques de 1958 et 1959, le

prestige de l'Etat fort et d'une société nouvelle, plus efficiente pour certains travailleurs, le mythe de la fin de la guerre d'Algérie (qui a entraîné, lors du référendum de 1958 et des élections du début de 1959, une vague de popularité en faveur du gaullisme) enfermaient une partie importante des travailleurs dans l'attentisme, et parfois dans l'acceptation des conditions économiques du régime.

Les transformations économiques et politiques bouleversent les valeurs traditionnelles des travailleurs. Dans la dernière décade une fraction importante des salariés a pu accéder à des conditions de vie différentes (logement, télévision, voiture) et à un monde dominé par la technique, le souci de stabilité et d'efficience technique les conduisant alors à accepter, voire à souhaiter les transformations politiques qui, par delà les classifications hâtives, orientent la société française vers le modèle technocratique et bureaucratique de la société capitaliste moderne.

Au contraire une autre fraction des travailleurs voit ses luttes demeurer isolées et cherche surtout à atteindre le niveau de vie des "privilegiés de la technique" par l'acceptation des heures supplémentaires, des cadences, des avantages individuels.

Dans l'évolution d'un capitalisme qui transforme profondément les rapports de production, dans l'évolution des structures politiques qui tendent à assurer le pouvoir d'une nouvelle classe, les travailleurs ne se retrouvent pas plus en eux-mêmes que dans leurs organisations syndicales inadaptées.

## LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Le retrait des travailleurs et l'isolement des secteurs où peuvent se développer des luttes, se sont amplifiés du fait du décalage entre les organisations syndicales et l'ensemble des travailleurs, que les événements politiques ont brutalement inscrit dans les faits.

A la fin de 1958 les syndicats se trouvaient dans une situation très délicate. Pour sauver leurs "traditions ouvrières" et pour défendre leurs prérogatives politiques, ils avaient, dans leur majorité, dû s'engager en Mai et lors du référendum, dans une campagne hostile au régime ; d'autres, comme F. O., par exemple, avaient dû affirmer leur indépendance et même exclure certains éléments qui voulaient une collaboration trop étroite avec celui-ci.

Sans doute l'action des syndicats, plus verbale que réelle, n'avait-elle pas rencontré un grand écho ; mais, alors même qu'ils appelaient à

"l'action contre le fascisme", les syndicats ne pouvaient s'engager dans cette action. D'une part leurs liaisons politiques les contraignaient de s'aligner sur les partis qui ménageaient la venue de De Gaulle au pouvoir comme médiateur, d'autre part, leur réformisme et leur intégration dans la société capitaliste les obligeaient à discuter avec ce même régime quelques jours après son avènement. Comme le résumait Bothereau au congrès du 16 avril 1959, "ce furent des heures difficiles. Nous n'avons pas joué un rôle actif énorme. La difficulté était de ne pas se lancer inconsidérément dans la bagarre".

Contrairement aux prises de position syndicales, une fraction non négligeable de la classe ouvrière avait voté pour de Gaulle ; les élections d'entreprise de la fin de 1958 marquèrent un recul sensible de la CGT, laquelle s'était le plus engagée dans la voie de la "dénonciation du fascisme". Cette distance par rapport au gouvernement, les syndicats devaient la prendre alors qu'ils se trouvaient isolés politiquement : les partis qui les écoutaient traditionnellement n'occupaient plus au parlement qu'une place très réduite et les circuits habituels d'influence étaient disloqués : aucune lutte ne permettait aux syndicats de jouer leur rôle traditionnel auprès du pouvoir établi ; enfin, la fraction du gouvernement qui poussait les syndicats indépendants pouvait paraître sinon contester le caractère représentatif des syndicats traditionnels, du moins tendre à leur faire partager cette représentation.

En même temps les organisations avaient subi, du fait du régime, plusieurs échecs significatifs : le 16 juillet 1958 un refus formel d'augmentation des salaires de l'EDF, et des cheminots ; en Août et Septembre, une sorte d'ultimatum à propos du fonds de salaire garanti ; en Décembre, enfin, l'opération Ruéff-Pinay, qui tout à la fois touchait à la Sécurité Sociale et affirmait le blocage des salaires et des allocations familiales.

Cependant, au début de 1959 la préoccupation des centrales syndicales, y compris la CGT, n'était pas finalement une préoccupation de lutte. Chacune des organisations se situait dans sa perspective réformatrice habituelle. La position exprimée par la CGT en Avril peut résumer cette attitude commune des centrales. Elle demandait que "la CGT dispose sans discrimination de la représentation à laquelle elle a droit" et ajoutait le 2 Avril, dans une lettre à Debré : "il n'y a aucune objection de principe à l'égard d'une conférence Matignon qui aurait pour objet un règlement d'ensemble à des principales revendications de la classe ouvrière et l'examen des problèmes économiques posés à ce sujet".

On était loin du refus spectaculaire opposé par Frachon trois mois plus tôt aux propositions de De Gaulle en vue d'une discussion commune(1). Pour les organisations, l'essentiel était avant tout de retrouver une place dans le nouveau régime : une place immédiate définie par une influence, une place future définie par un programme.

(1) En juin, il avait été répondu à des militants CGT de St-Nazaire qu'une photographie représentant de Gaulle serrant la main à Benoit-Frachon, serait une très mauvaise propagande pour la centrale ouvrière (Le Monde 17-6-58).

## ACTIONS OUVRIERES ET ACTIONS SYNDICALES

Si l'expectative où étaient demeurés les travailleurs au cours de l'année 1958 a contraint les organisations à une position de repli, il faut également tenir compte du réformisme fondamental des syndicats et de leurs attitudes "politiques" ; depuis longtemps, et plus encore dans ces moments troublés, ils n'apportaient aucune perspective qui correspondît aux exigences profondes des salariés.

D'une part, les luttes ouvrières commencèrent à se développer au début de 1959 sur ce qui intéressait directement la condition ouvrière : les licenciements, les salaires, les modifications des conditions de travail. Survenant dans des secteurs isolés, ces conflits demeuraient isolés et les tentatives des syndicats pour les exploiter et les infléchir vers leurs buts propres échouèrent.

Il est difficile de dire si ces mouvements ont avorté en raison du manque de perspectives inhérent aux moyens de lutte préconisés par les syndicats ou du fait de la situation même des travailleurs. D'un côté les syndicats ne proposaient que des formes d'extension des luttes qui leur permettaient de garder un contrôle étroit sur ces luttes et de briser tout dépassement qui pouvait les entraîner malgré eux dans un conflit avec le pouvoir établi. D'un autre côté, les actions proprement ouvrières étaient aisément coiffées par les syndicats : non que les travailleurs aient suivi les organisations mais parce qu'ils se rendaient compte de l'impossibilité d'un dépassement de la situation qui leur était donnée.

Au regard du pouvoir politique, les organisations peuvent ainsi apparaître comme reprenant leur rôle traditionnel, en utilisant à cette fin les luttes ouvrières. Cette attitude leur permet de concilier leur réformisme et les impératifs politiques. A mesure que l'on avance en 1959, il est de plus en plus évident que le PC et la CGT ont, dans le cadre des rapports franco-russes, reçu pour consigne de ne rien faire qui puisse mettre en danger le régime De Gaulle ; cette attitude est évidente dans les positions concrètes de la CGT, bien avant que le PC ait affirmé ouvertement, en décembre 1959, que "le mot d'ordre" tous ensemble" est un mot d'ordre de recul" (L'Humanité du 14 décembre, rapport au Comité Central).

Mais ce rôle traditionnel, les syndicats ne peuvent plus le jouer comme dans le passé en raison de la modification des structures politiques. Dans la mesure même où une partie du patronat et la technocratie tendent à exercer un pouvoir plus direct, et non représentatif, les centrales syndicales sont amenées à une collaboration également plus directe ou, au contraire, à un refus plus total. Pour répondre aux tendances technocratiques de la société et du régime, elles sont entraînées à proposer des formes de plus en plus concrètes de gestion de cette société, et qui permettraient d'intégrer, dans le cadre du régime, les organisations syndicales. Ces nouvelles formes, ou plutôt ces réformes, sont présentées aux travailleurs comme la

solution des problèmes qui se posent à eux, comme une réponse aux licenciements, aux réductions d'horaires, etc.

On peut brosser un tableau rapide de cette action des syndicats sur les mouvements ouvriers dans le premier semestre 1959. Objectivement, le conflit Fives-Lille peut apparaître comme un camouflet aux organisations qui ont accepté le Fonds de salaire garanti. Il montre que dans le cadre de la société capitaliste, les travailleurs ne peuvent que subir les conséquences des transformations de structure de la société. Pour résoudre les problèmes que posent la rationalisation, les fusions qui sont les conséquences de la concurrence, les syndicats ne peuvent proposer, dans l'immédiat, que des aménagements de détail et, à longue échéance, que des mesures de planification qui rejoignent celles des tendances les plus dynamiques du capitalisme.

Du côté des syndicats, on n'observe aucune tentative d'extension, ni même de coordination avec les travailleurs du même groupe à Denain. Mais, compte tenu de leur ligne propre, que pourraient-ils proposer ? Quant aux travailleurs, passé la période de colère, ils se laissent manoeuvrer et entraîner dans des manifestations de rues, qui se répètent toujours identiques à elles-mêmes, allant s'amenuisant et lassant les plus combattifs. Peut-être parce qu'ils sentent inconsciemment qu'il n'y a, dans leur situation, aucune possibilité d'extension ni aucune perspective à une extension autonome de la lutte.

En Février-Mars 1959, les débrayages se multiplient pour les salaires, surtout dans de petites entreprises, assez nombreux pour inquiéter le patronat et pour permettre aux syndicats d'organiser des "mouvements de masse".

Mais cette action doit rester limitée dans ses buts et ses moyens. La CGT laisse la CFTC prendre les initiatives et se rallie aux semaines ou journées d'action revendicative, orientée plutôt sur la Sécurité Sociale, les salaires, les Allocations familiales. Ou encore, dans d'autres secteurs (RATP, cheminots), on a affaire à des grèves catégorielles.

En Mai et en Juin 1959, une tendance semble se dessiner à des mouvements plus vastes. Les mouvements limités des syndicats débordent par leur ampleur les limites assignées. Le 1er juin, la grève d'une seule catégorie du métro est en réalité une grève totale. Le 10 juin, 10.000 métallos de Douai entreprennent une action qui va se prolonger pendant 15 jours et les syndicats épuisent difficilement la combativité ouvrière. Du 28 Mai au 3 Juin, 3.000 métallos de Pompey déclenchent un mouvement spontané que les syndicats éprouvent quelque mal à faire rentrer dans le cadre de leur "journée d'action de la métallurgie lorraine" (cette journée ne rencontrera qu'un succès très limité : 30 % de débrayages).

Le patronat ne s'y trompe pas quand il voit dans ces conflits un symptôme "inquiétant" car il s'agit, selon ses propres termes "d'initiatives de jeunes ouvriers agissant en dehors des consignes des syndicats et qui trouvent un écho favorable dans la masse".

La "grève" de la SNCF marque un point de rupture dans les rapports syndicat-classe ouvrière. La grève du 16 juin n'a pas eu lieu parce que les syndicats n'ont pas voulu engager l'épreuve de force avec le gouvernement. Pourtant dans beaucoup d'entreprises, de nombreux travailleurs étaient conscients de la partie qui se jouait derrière la réquisition des cheminots et personne ne pouvait prévoir l'extension qu'aurait pris ce conflit. D'une certaine manière, on peut dire que les syndicats - et notamment la CGT - ont sauvé le gouvernement, dont toute la politique définie en Décembre 1958 aurait été remise en cause par un grave conflit sur les salaires.

Le patronat de son côté était satisfait que l'épreuve de force se soit jouée entre les travailleurs des services publics et l'Etat, plutôt qu'entre les travailleurs des entreprises privées et le patronat, comme cela s'esquissait à Pompey et à Douai.

Passé ce moment où les luttes auraient pu se joindre, on retombe dans la situation antérieure : des luttes se poursuivent qui n'intéressent que des usines isolées ou des branches d'activité, et qui portent toujours sur les mêmes points : licenciements, salaires. Beaucoup de ces luttes rappellent celles de Pompey ou de Douai. Du 1er juillet au 31 juillet, puis de nouveau du 24 au 27 août, les ouvriers de la SOMECA, à Carcassonne, luttent pour leurs salaires et contre les licenciements ; du 16 juillet au 24 août les ouvriers d'une entreprise de travaux publics sur le chantier de construction du barrage de Monteynard (Isère) cessent le travail pour leurs salaires. Occupation d'usine aux chantiers navals de la Clotat pour une prime de vacance ; grèves illimitées dans d'autres petites usines, surtout en province, une liste assez édifiante pourrait en être dressée.

En Octobre, le mouvement pour les salaires prend de l'ampleur mais cela surtout dans les milieux employés (banques, assurances), fonctionnaires et cheminots, là où les syndicats peuvent contrôler assez facilement les luttes. Mais de tous côtés on s'attache à éviter que la situation de Juin 1959 se renouvelle. Patronat et gouvernement sont d'accord pour "lâcher" au moment voulu, usine par usine, profession par profession, les 3 ou 4 % de la marge de sécurité qui ne menace pas la politique gouvernementale. Les syndicats de leur côté parviennent à orienter assez facilement ces mouvements sur des manifestations de rues hors des entreprises, manifestations qui se répètent toujours semblables à elles-mêmes et lassent rapidement la combativité ouvrière. On observe de petits débordements dans quelques entreprises, un mouvement de non rattrapage des retards à la SNCF, une lutte plus longue à la Thomson où les patrons finissent par accorder plus de 7 % d'augmentation, un conflit d'une semaine aux usines Michelin, parti de la base en protestation contre une sanction et le rétablissement d'un système de pénalité, mais que les syndicats font cesser sans aucun résultat, telles sont les étapes des luttes ouvrières à la fin de 1959.

Dans les premiers jours de 1960, un règlement d'ensemble des problèmes intéressant les cheminots, les fonctionnaires, les banques, les assurances, est mis au point par le gouvernement, le patronat et les organisations syndicales : augmentations échelonnées, reclassement, une sorte

de planification à long terme des rapports patrons-travailleurs sur les salaires, laquelle doit suffire dans la pensée de ses promoteurs pour rejeter dans un avenir assez lointain les menaces de retour d'un conflit ouvert comme celui de la SNCF en Juin.

Mais par delà les "règlements d'ensemble" des salaires, les travailleurs se trouvent confrontés de plus en plus nettement - et cette fois en dehors de toute récession - avec les problèmes de rationalisation, d'automatisation, qu'imposent à de nombreuses entreprises une concurrence accrue pour l'ouverture du Marché Commun et par la pénétration des capitaux internationaux en France. Là encore, les travailleurs se retrouvent seuls dans les entreprises, ces "petites luttes" n'intéressent guère les syndicats.

Pourtant ce sont de telles luttes qui se développent actuellement ; la façade des "grands mouvements pour les salaires" les avait dissimulées ou déviées ; elles présentent beaucoup plus nettement ce caractère de résistance fondamentale à l'exploitation indépendamment de tout mot d'ordre et se développent souvent en dehors des syndicats. Elles demeurent morcelées, divisées, limitées à l'atelier, et ne se généralisent pas à l'échelle même de l'entreprise ; c'est une sorte de guerre d'usure dans laquelle les travailleurs semblent avoir retrouvé le sens réel de leur condition, surmontant au niveau des échelons élémentaires de la production, les divisions artificielles des organisations et de leurs mots d'ordre ; tout se passe comme si de nouvelles formes de luttes, très élémentaires pour l'instant étaient en train de se définir, sans qu'on puisse dire encore dans quel sens, dans quelle perspective.

Ces mouvements touchent toutes les entreprises et portent sur les revendications les plus diverses : suppression du service de nuit dans une mine de fer de Moselle, horaires de 40 heures à l'imprimerie Del Duca ou aux ateliers et chantiers de France à Dunkerque ; pour un aménagement d'horaires chez Lavalette ; contre les cadences dans certains ateliers de Lavalette, de Renault, d'Hotchkiss ; contre les études de postes, les déclassements, chez Renault, Hispano-Suiza ; pour des parités de salaires avec d'autres ateliers chez Renault, etc.

En regard de cette lutte ouvrière quotidienne qui se poursuit inlassablement, le décalage entre les organisations et les travailleurs que le 13 mai avait fait apparaître concrètement subsiste toujours. Les syndicats ont bien retrouvé à la faveur des conflits de 1959 les chemins du pouvoir, mais moins que jamais ils sont capables de répondre aux préoccupations les plus importantes des travailleurs. Leur programme essaie bien d'exprimer cette intégration plus poussée dans l'Etat que rendent nécessaire les nouveaux rapports politiques. Il n'y a pas de différence sur ce point entre la CGT, la CFTC ou FO. Cherchant à apporter une réponse aux revendications les plus immédiates des travailleurs dans le cadre de la société capitaliste et à travers leur organisation, les syndicats sont conduits, sans s'en rendre compte, à se poser comme co-gestionnaires de la société capitaliste moderne aux côtés des technocrates et à exprimer ainsi à leur niveau, la transformation profonde de la société française.

Dans la crise que vient de traverser le régime gaulliste, les syndicats ont donné la mesure du rôle qu'ils entendent jouer. La grève du lundi 1er février a été pour eux l'occasion de se poser en défenseurs d'un régime dont ils s'accomoderaient fort bien, moyennant quelques aménagements éventuels (ceux-là même que proposent leurs programmes). Jamais ils n'ont lancé avec une telle unanimité un mot d'ordre politique d'une équivoque aussi totale. Le "succès" de ce mouvement de circonstance est à la mesure de la rupture profonde entre les syndicats et les travailleurs ; il masque les conflits réels qu'une situation politique normale ne manquerait pas de faire apparaître dans toute leur ampleur.

## VERS UNE ECONOMIE CONCERTEE

A. D.

De Gaulle a fait accepter sa politique économique, mais, ce faisant, il a créé un profond mécontentement social, surtout chez les paysans, les ouvriers et les fonctionnaires. En ouvrant plus largement les frontières, il a accéléré l'évolution propre du capitalisme (progrès technique, rationalisation, concentration) mais il n'a pas entrepris les véritables réformes de structure souhaitées par les représentants les plus avancés du patronat et de la haute administration. La réforme fiscale n'est qu'un replâtrage, la réforme administrative n'a pas même été ébauchée, presque rien n'a été changé à la sécurité sociale. Seul, un peu de "vérité" a été appâté dans le système des prix par la suppression de certaines subventions.

Ce semi-immobilisme semble avoir deux causes principales.

1° De Gaulle n'a pas voulu heurter trop violemment les bénéficiaires du système ancien et il est même revenu sur quelques-unes des dispositions les plus impopulaires prises au début de son régime : suppression de la franchise de 3 000 francs, fixation en hausse du prix du blé, acceptation de fait de l'échelle mobile dans l'imprimerie.

2° Les milieux dirigeants, et à leur suite, les milieux du Gouvernement qui en sont le reflet sont assez partagés sur la politique à suivre. C'est ainsi que dans la réforme fiscale, pour ménager les socialistes, le Gouvernement a supprimé le système de la décote des stocks qui permettait aux sociétés de faire échapper aux impôts une partie de leurs bénéfices, mais il a en même temps donné satisfaction au patronat en permettant la revalorisation des bilans et en modifiant le régime des amortissements qui permet de camoufler des bénéfices (des amortissements accélérés permettent de diminuer fictivement sur le bilan le montant des bénéfices). Il a également accordé des satisfactions aux exploitants individuels en modifiant le mode d'imposition des bénéfices industriels et commerciaux qui font l'objet d'un forfait (petites exploitations, les grandes étant imposées au prorata de leurs bénéfices déclarés. On ne peut donc pas dire que dans ce domaine il se soit comporté comme l'aurait fait un Gouvernement entièrement à la dévotion de la Haute Banque et de la Grande Industrie.

D'autre part, ce semi-immobilisme ne semble pas pouvoir durer éternellement. Un observateur gaulliste, signalant au début de décembre le malaise aigu dont souffrait la Ve République, et ajoutait : "La France ré-

clamait une révolution ; on lui a donné une tasse de camomille". Ce même observateur laissait entendre par ailleurs que de Gaulle songeait très sincèrement à une réforme en profondeur de la société française et qu' "il envisageait d'agir sur ce plan lorsque les autres problèmes seraient résolus".

Il semble bien en effet que le Chef de l'Etat, alerté de divers côtés et soucieux de prendre dans l'Histoire figure de grand réformateur, ait songé à accentuer le caractère novateur de sa politique économique.

Divers signes viennent appuyer cette supposition. D'après les tendances que l'on voit poindre ici ou là (en y regardant de près car les choses sont loin d'être claires), les grandes lignes de cette politique paraissent être les suivantes :

- neutralisation de l'opposition sociale par son intégration partielle dans le régime.
- réforme de l'appareil de distribution et autres "réformes de structure",
- adoption d'un dirigisme larvé sous la double direction du patronat et de l'Administration avec la participation des syndicats ouvriers, ce dirigisme devant permettre une expansion modérée, mais équilibrée, de l'économie.

Voyons ces différents points successivement.

- a) Neutralisation de l'opposition sociale par son intégration dans le régime et l'octroi de quelques "miettes"

L'intégration des ouvriers à l'entreprise est une vieille idée gaulliste, plus connue sous le nom d'association capital-travail. Le patronat, en dehors d'une petite minorité de patrons "d'avant-garde", est loin de lui être acquis. A l'époque du RPF, il avait tout fait pour empêcher qu'elle se concrétisât. Aussi de Gaulle a-t-il été cette fois plus prudent. Son projet a été soumis officieusement à quelques personnalités influentes du mouvement patronal et la série des textes légaux (1) pris en la matière constitue quelque chose d'assez anodin puisque l'initiative de l'intéressement des travailleurs aux fruits de l'entreprise est laissée à la bonne volonté des patrons. D'autre part le dit intéressement s'accompagne pour l'entreprise d'avantages fiscaux non négligeables, tels que l'exonération des charges fiscales et sociales pour les sommes réparties entre le personnel.

Un projet plus radical, dit de "cogestion", a été mis à l'étude, sous l'égide du gaulliste de gauche Michelet, à l'occasion du rajeunissement du Code du Commerce dont il a été chargé en tant que Garde des Sceaux. D'après les fuites auxquelles ce projet a donné lieu, il s'agirait d'introduire une représentation minoritaire des travailleurs dans les conseils d'Administration des entreprises, comme c'est déjà le cas dans les entreprises natio-

(1) Ordonnance du 7 janvier 1959 en vue "d'améliorer les rapports entre employeurs et travailleurs mais en respectant l'indépendance et les prérogatives propres des uns et des autres" (sic), décret du 29 août 1959, circulaire d'application du 1. 12. 1959.

nalisées (Renault, Assurances, Banques, etc.). Mais de cela le patronat ne veut absolument pas. Il est intervenu très énergiquement - en coulisse bien sûr - et a, paraît-il, reçu "des autorités les plus hautes" tous les apaisements qu'il souhaitait. Ce projet ne verra donc sans doute jamais le jour.

Il fallait néanmoins en parler car il manifeste la position de certains hommes politiques de l'entourage du Général. On doit noter à ce propos que les représentants des salariés, dans le projet Michelet, à la différence de ce qui se passe en Allemagne, seraient choisis sur les listes présentées par les syndicats. Ce projet tendrait donc à renforcer ces derniers, y compris la CGT.

Par là, on rejoint un second aspect de la politique gouvernementale, à savoir le désir de "domestiquer" les bureaucraties syndicales. Déjà quelques mesures ont été décidées par le Gouvernement pour renforcer l'éclat des Comités d'Entreprise ; par exemple les contrats d'intéressement dont il est question plus haut doivent être obligatoirement soumis au Comité d'Entreprise. Les décrets instituant une promotion sociale collective du travail ont un peu le même objet. Désormais les futurs cadres syndicaux désirant recevoir une formation économique peuvent obtenir légalement toutes facilités pour le faire et peuvent recevoir une aide de l'Etat (décret du 31 juillet 1959, décret du 11 décembre 1959 tendant à créer une indemnité "ne pouvant excéder 900.000 F pour une année de scolarité à temps plein aux travaux bénéficiant de la promotion supérieure du travail").

Comme tout ceci ne touche que d'assez loin les ouvriers du rang, le gouvernement, après avoir fait maintenir pendant toute l'année par les patrons un quasi blocage des salaires et opposé une fin de non recevoir aux demandes d'augmentation du secteur nationalisé et étatisé, a consenti à accorder aux travailleurs quelques "miettes". Des augmentations de l'ordre de 3 à 4 % ont été concédées ou octroyées par la plupart des entreprises privées au 4ème trimestre 1959 ou au début de 1960 et des améliorations de salaires compliquées ont été apportées au personnel des entreprises nationalisées, tandis que des promesses étaient faites aux fonctionnaires.

#### b) Réforme de l'appareil de distribution.

Jusqu'ici l'exécutif a surtout laissé faire, encourageant les initiatives du type Leclerc (à la porte du Centre d'Issy des agents bon enfant distribuaient aux passants les tarifs du magasin Leclerc), apportant une aide à la société qui devait instituer le "circuit-court" de la viande. D'autre part, il a poursuivi des études sur les marges et les circuits de distribution. Des textes légaux sont en cours de préparation pour tenter de briser le monopole de fait des mandataires des Halles et de la Villette.

Ce n'est pourtant là qu'une tendance et il faudra attendre sans doute quelques mois pour voir si les velléités actuelles se transforment en réalisations spectaculaires.

#### c) Adoption d'un dirigisme larvé.

Là encore il s'agit plutôt de tendances que de réalisations. Néanmoins il suffit de lire la presse pour voir que l'idée de la nécessité d'un certain dirigisme gagne peu à peu de larges secteurs. Si les réformes spectaculaires n'ont pas été réalisées, c'est que les milieux patronaux et, dans leur sillage, les dirigeants politiques, sont très divisés. On l'a vu notamment lors de la récente affaire Pinay, qui a été parfois présentée comme un conflit entre "libéraux" et "dirigistes". En fait, il n'y avait pas dans cette affaire que des questions d'orientation de la politique économique. Les événements d'Alger couvaient déjà dans l'ombre et l'affaire Pinay s'inscrit dans un ensemble économique-politique très complexe.

Pour le moment restons sur le plan économique et voyons succinctement quelques aspects de ce problème du dirigisme tels qu'ils apparaissent au niveau de la doctrine et au niveau des faits.

Au niveau de la doctrine, on peut relever la prise de position du Conseil Economique et Social, fin 1959, en faveur d'une "économie concertée", c'est-à-dire - selon Malterre - d'une économie qui dépasse le libéralisme traditionnel et qui introduit une planification générale de l'économie à laquelle doivent être associés l'Etat, les entreprises et les syndicats (notamment les syndicats de cadres). On a également remarqué l'intervention de deux ministres MRP, Bacon et Buron, au cours des journées d'études des Equipes ouvrières du MRP (sic). Ces deux personnages ont préconisé une intervention plus grande de l'Etat dans les affaires économiques, notamment pour régler les difficultés existant dans la construction navale, l'aéronautique et le bâtiment. Ils ont insisté sur la nécessité d'associer très étroitement les syndicats à la planification démocratique de l'économie, reprenant ainsi une des idées clefs de la gauche du MRP. A la suite de ces interventions de deux ministres en exercice, le journal patronal Les Echos du 21. 12. 1959 titrait sur cinq colonnes : "Abandon progressif du libéralisme gouvernemental ? MM. Bacon et Buron démontrent la nécessité d'une certaine planification".

Enfin, dans Le Monde du 19 janvier dernier, Albin Chalandon, ancien secrétaire général de l'UNR et porte-parole de certains milieux financiers, quelques heures après une entrevue avec le général, publiait un article très remarqué dans lequel il reprenait à son compte l'idée d'une "économie concertée" (1), indiquant que la querelle entre dirigistes et libéraux était désormais dépassée. Selon lui, le problème est d'associer l'Etat, l'épargne privée et les techniciens dans des formes économiques nouvelles allant de la libre entreprise au capitalisme d'Etat (le terme est de lui), en passant par toute une série de formes intermédiaires si proches les unes des autres "qu'il deviendra de plus en plus difficile de les discerner, de plus en plus vain de vouloir les opposer les unes aux autres".

(1) On retrouve exactement le même courant de pensée dans la brochure intitulée A LA RECHERCHE D'UNE ECONOMIE CONCERTEE, qu'un grand commis de l'Etat, M. Bloch-Lainé, directeur de la très importante Caisse des Dépôts et Consignations, vient de publier.

Voici pour le plan doctrinal. Où en est-il sur le plan des réalisations ?

La "réalisation" la plus importante - encore qu'elle soit passée à peu près inaperçue - est la collaboration de fait qui s'est instaurée après quelque flottement entre les dirigeants d'entreprise, l'administration et les nouveaux dirigeants politiques et qui a notamment abouti à un quasi blocage des salaires au second trimestre, suivi en fin d'année par un déblocage limité et savamment dosé.

Quant aux projets, ils sont nombreux.

Deux sont très spectaculaires et ont beaucoup fait parler d'eux dans les milieux économiques et financiers. Il s'agit du projet du Bureau de Conversion et de Développement et du projet de Société Industrielle des Pétroles (S.I.P.).

Le Bureau de Conversion, suivant le projet mis au point par les services du ministre de l'Industrie, M. Jeanneney, devait contribuer à la création d'usines fabriquant des matériels nouveaux dans des régions où le problème de l'emploi est préoccupant et où des reconversions sont indispensables (Chantiers navals). Il s'agissait d'une sorte de banque d'Etat à caractère industriel destinée à prendre en charge le financement d'opérations peu rentables dont se désintéresse l'industrie privée.

La S.I.P. devait être une société d'économie mixte, contrôlée par l'Etat, dont le but principal - mais pas le seul - serait de créer en France une chaîne de distribution du pétrole échappant au contrôle du Cartel international du Pétrole et pouvant écouler le brut saharien.

Le troisième projet concerne la "cogestion". Nous en avons dit un mot plus haut. Il ne verra sans doute pas le jour dans l'immédiat.

Enfin, il faut ajouter à tout cela la création du Comité d'Expansion économique. Depuis sa création il travaille dans le secret et l'on sait peu de choses de ses intentions. L'exposé des motifs du décret par lequel il a été créé, indique :

"Certaines réglementations, certaines législations ont pour effet, sans justification véritable, de paralyser les initiatives, de faire obstacle à la diffusion des techniques modernes de production et d'échanges. Ces mesures ont institué de véritables privilèges. Des pratiques d'inspiration malthusienne maintiennent souvent à tort des situations acquises et cela constitue des goulots d'étranglement qui font obstacle à l'accroissement du niveau de vie des Français. C'est pourquoi ce comité devra restituer à l'économie sa souplesse".

L'examen de la composition même du Comité nous apporte d'autres indications. A la tête deux hommes très différents : Rueff, le financier néo-libéral inspirateur de la politique "d'assainissement financier" mis en

pratique depuis le 29 décembre dernier ; Armand, polytechnicien technocrate socialisant, ex-président directeur général de la SNCF et de l'Euratom, apôtre du progrès technique et de la planification à l'échelle européenne.

Ses membres peuvent être classés en quelques grands groupes:

a) Le groupe des économistes et technocrates planificateurs : Pierre Massé, ancien polytechnicien et ingénieur des Ponts et Chaussées, socialiste SFIO et actuellement Commissaire général au plan, A. Saury, ancien polytechnicien, ancien résistant, partisan de la planification souple type Mendès, Alexandre Verret, vétérinaire, socialiste SFIO, homme de confiance de Guy Mollet, "catapulté" à la présidence des Charbonnages de France en raison de ses attaches socialistes, Jean Keilling, ingénieur agronome éminent, spécialiste des études de sols, René Courtin, économiste ayant collaboré pendant l'occupation aux travaux du Comité Général des Experts de la résistance (Teitgen, Parodi, Lacoste, etc.).

b) Le groupe des financiers et des chefs d'industrie : Marcel Demonque, ingénieur des Mines, propriétaire de cimenteries, président directeur général des Ciments Lafarge, administrateur des Charbonnages de France, successeur éventuel de Georges Villiers à la tête du CNPF esprit "Jeune Patron", André Grandpierre, polytechnicien, diplômé des Sciences Po, ancien président des Fonderies de Pont-à-Mousson, ancien vice-président du trust Sidelor, Jean Saltes, polytechnicien, inspecteur des Finances, ancien résistant et sous-gouverneur de la Banque de France, Jean Filippi, ancien secrétaire général de la SNCF, président directeur général de la banque Louis Dreyfus, bras droit financier de Guy Mollet ; Henri Toulouse, président-directeur général des Docks du Centre, initiateur de plusieurs super-marchés.

c) Le groupe des syndicalistes "intégrationnistes" : André Malterre, docteur en droit, président de la Confédération générale des Cadres (C. G. C.) chef des services administratifs et juridiques des papeteries Darblay, membre de très nombreuses commissions et du Conseil économique, partisan d'une association à l'échelon national du gouvernement, du patronat et des syndicats, association qui descendrait "par paliers successifs jusqu'au niveau de l'entreprise" ; Gaston Tessier, conseiller d'Etat, syndicaliste chrétien de la première heure, président de la Confédération internationale des syndicats chrétiens, l'un des fondateurs pendant l'occupation de "Libération-Nord" (mouvement socialisant), spécialiste de la législation du travail ; Gaston Ventejoul, ancien rédacteur à la mairie de Limoges, ancien secrétaire confédéral de la CGT-FO, partisan du rapprochement avec la CFTC.

L'énumération est un peu longue et fastidieuse. Elle n'est pas inutile car elle montre en quoi consiste le courant "synarchique", qui cherche sa voie depuis des années et qui se propose de bâtir une société plus harmonieuse dont la direction serait assurée par des techniciens humanistes imbus du respect de l'homme et animés du souci du "bien public" (1).

Ainsi se trouve en quelque sorte préfigurée au sein de ce comité l'intégration de la Haute Finance, du patronat privé, de l'administration d'Etat et des entreprises nationalisées, et des bureaucraties syndicales vers laquelle on sent lentement s'acheminer le régime De Gaulle, tandis qu'il cherche à prendre sa place "à part entière" dans le club des pays de capitalisme avancé comme il voudrait la prendre dans le "club atomique".

---

(1) Beaucoup de personnes citées plus haut ont eu des attaches dans le passé avec les groupes d'inspiration synarchique suivants : Centre Polytechnicien d'Etudes Economiques, Centre d'Etudes des Problèmes Humains, Groupe d'Etudes de l'Humanisme Economique, Atelier 38, France 50, Groupe de Recherches économiques et Sociales, Centre Français de Synthèse, etc.

Nous demandons à nos lecteurs - et plus particulièrement aux correspondants auxquels nous adressons cette brochure - de nous aider à continuer notre collection en envoyant le montant du prix de DEUX NUMEROS, soit 4 N. F. , à :

SIMON : C. C. P. PARIS 6447.77

La correspondance doit être adressée à :

I L O - Librairie des Sciences Humaines

13. rue de la Montagne Ste Geneviève

PARIS - Ve -

---

Librairie des Sciences Humaines

13. rue de la Montagne Ste Geneviève

PARIS - Ve -

2 NF.